

# Adaptation

Adaptation aux changements climatiques en Afrique

RAPPORT D'ATELIER



## Vers une stratégie régionale d'adaptation aux changements climatiques : partage de connaissances sur les risques climatiques et options d'adaptation

Coorganisateurs :

Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique  
Programme du CRDI pour l'adaptation aux changements climatiques en  
Afrique (ACCA)

Addis-Abeba, 16 - 20 avril 2007

## TABLE DES MATIERES

### SOMMAIRE

#### INTRODUCTION

<b>1</b>	<b>PREMIER JOUR :</b>	<b>8</b>
1.1	Session d'ouverture	8
1.2	Liens entre changement climatique, pauvreté et développement durable en Afrique.	8
1.3	Présentation des projets de ACCA sur les ressources en eau, la sécurité alimentaire et le bien-être des populations	12
<b>2</b>	<b>DEUXIEME JOUR</b>	<b>14</b>
2.1	Vers une coopération régionale accrue pour faire face aux défis communs d'adaptation	14
2.2	Réunions en petits groupes – Vers une coopération régionale accrue pour faire face aux défis d'adaptation communs : opportunités et contraintes.	16
<b>3</b>	<b>TROISIEME JOUR</b>	<b>18</b>
3.1	Partage des connaissances sur les risques climatiques et les options d'adaptation	18
3.2	Rapports des groupes thématiques.	20
3.3	Stratégie d'adaptation PNUD–FEM	21
3.4	Développement de la capacité de ACCA, partage de connaissances et recherche-action	21
3.5	Fin de la première partie de l'atelier	22
<b>4</b>	<b>QUATRIEME JOUR</b>	<b>24</b>
4.1	Aperçu du document-cadre de partage de connaissances du programme ACCA	24
4.2	Communication participative dans le cadre de la recherche-action participative	26
4.3	Renforcement de la communication au sein des projets.	26
4.4	Réseaux d'échanges de connaissances	27
<b>5</b>	<b>CINQUIEME JOUR</b>	<b>28</b>
5.1	Analyse de genre et recherche-action participative	28
5.2	Cartographie des incidences	29
5.3	Clôture de l'atelier	29

**Programme de l'Atelier**  
**Liste des participants**

## SOMMAIRE

Le programme Adaptation aux Changements Climatiques en Afrique (ACCA) du Centre de Recherche pour le Développement International et la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) ont coorganisé un atelier de cinq jours (16-20 avril) à Addis-Abeba, pour appuyer les initiatives régionales en matière d'adaptation aux changements climatiques et aussi, asseoir les bases d'une communauté de praticiens composée des principales parties prenantes et des actuels promoteurs du projet ACCA.

L'atelier était structuré en deux parties. La première partie qui a duré trois jours a réuni des décideurs et des chercheurs venus discuter des aspects régionaux de l'adaptation aux changements climatiques. Elle comportait des sessions pour définir le lien entre changements climatiques, pauvreté et développement durable ; des présentations sur les projets ACCA relatifs aux ressources en eau, à la sécurité alimentaire et au bien-être des populations ; des discussions sur l'amélioration de la coopération régionale et le partage d'informations dans le but de faire face aux défis communs et enfin, des présentations sur l'initiative Informations climatiques pour les besoins du développement (ou ClimDev Afrique), sur la stratégie d'adaptation du PNUD-GEF, ainsi que sur le cadre programmatique de ACCA. La deuxième partie couvrant les deux derniers jours portait sur l'échange de connaissances entre les partenaires du projet ACCA, ainsi que des séances d'information sur les concepts clés relatifs à ACCA.

Au cours des trois premiers jours, les discussions ont fait ressortir les difficultés liées au partage de connaissances entre les parties prenantes et au rapprochement entre chercheurs et décideurs. Il a été en outre reconnu que le manque de conviction des décideurs africains quant à la gravité potentielle des répercussions des changements climatiques constitue un défi de taille. Les groupes thématiques sur la coopération régionale ont souligné que les plus gros problèmes liés au développement de la coopération régionale en matière d'adaptation aux changements climatiques se posent dans les domaines où le besoin de cette coopération se fait le plus sentir, dans la gestion des questions transfrontalières, notamment celles concernant les bassins fluviaux. Le partage de connaissances et d'informations, particulièrement entre les décideurs, est une étape principale vers la réalisation d'une coopération, quand bien même cela peut constituer un énorme défi.

La seconde partie de l'atelier présentait le cadre ACCA pour le partage de connaissances, et montrait comment intégrer le partage d'informations dans les projets de recherche basés sur l'action participative, améliorer la communication entre les différents projets et renforcer les réseaux d'échanges d'informations. Des présentations sommaires ont également été faites sur la recherche basée sur l'action participative, sur l'analyse du genre et la Cartographie des incidences.

Les principales recommandations de l'atelier sont les suivantes :

- nécessité de rendre la recherche plus adaptable à la demande,
- soutenir la formation et l'implication des capacités africaines et réduire la dépendance envers les experts externes,
- développer des modèles climatiques régionaux pour l'Afrique, intégrer la notion d'adaptation dans les cadres stratégiques et les conventions concernant d'autres secteurs,
- soutenir l'interaction entre les scientifiques et les décideurs au niveau régional,
- identifier de possibles interventions régionales qui n'excluent pas la participation des communautés locales,
- constituer des bases de données sur les succès en matière d'adaptation aux changements climatiques, à l'intention des institutions régionales et nationales en vue d'appuyer les processus NAPA,
- résoudre la question du recouvrement des coûts en ce qui concerne les informations climatiques.

S'agissant des projets ACCA, les recommandations sont les suivantes :

- nécessité de renforcer les capacités de communication sur les questions liées aux changements climatiques,
- renforcer les liens entre les points focaux nationaux de la CCNUCC,
- développer des plates-formes d'échange d'informations entre les partenaires du projet ACCA,
- renforcer les capacités d'intégration du genre au moyen de la formation, de la création d'un groupe de travail sur le genre et de l'élaboration d'un guide de ressources sur les questions de genre.

## INTRODUCTION

L'Afrique est généralement considérée comme le continent le plus vulnérable aux effets néfastes du changement climatique, et par conséquent, celui où le besoin d'adaptation à ce phénomène se fait le plus sentir. Malgré les nombreux points communs entre les différents pays du continent et l'appartenance de certains à des communautés économiques et politiques régionales, les pratiques communes et les expériences d'adaptation aux changements sont très peu partagées. Pourtant, de nombreuses raisons militent en faveur d'une approche régionale commune. Le partage de connaissances et la coopération entre les différentes régions africaines pourrait encourager et permettre une adaptation institutionnelle et aussi, aider les pays à identifier et mettre en œuvre des stratégies régionales d'adaptation.

Les politiques régionales relatives aux eaux internationales, notamment en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, sont vitales. Il convient de noter que 17 pays d'Afrique de l'Ouest partagent 25 fleuves transfrontaliers et qu'une forte proportion des pays de la région possède un ratio de dépendance à l'eau de plus de 40 %. L'on dispose de très peu d'informations sur la manière dont les bassins fluviaux réagissent à l'ampleur de ces défis intersectoriels. Avec les organisations régionales et sous-régionales qui gagnent de l'importance, les politiques sont de plus en plus élaborées au niveau régional. On peut citer en exemple l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS), l'Initiative du Bassin du Nil et l'Autorité du Bassin du Niger, qui sont souvent considérées comme des modèles de coopération transfrontalière en matière de gestion des cours d'eau. Autre exemple de bonne intervention régionale, la politique de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) sur l'accès aux services énergétiques, en vue de répondre aux besoins des populations les plus pauvres vivant essentiellement dans les zones rurales. Le partage de connaissances ainsi que la coopération au niveau régional pourraient encourager et permettre l'adaptation institutionnelle et aussi, aider les pays à identifier et mettre en œuvre des stratégies régionales d'adaptation.

Plusieurs initiatives ont été mises en œuvre en Afrique, dans le but de réduire la vulnérabilité du continent aux effets néfastes du changement climatique, avec plus ou moins de succès. Le programme Adaptation aux changements climatiques en Afrique (ACCA), qui est un programme conjoint du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) canadien et du ministère britannique du Développement international – *United Kingdom's Department for International Development* (DFID), a pour objectif d'améliorer sensiblement la capacité des populations et des organisations africaines à s'adapter aux changements climatiques, pour le bien des couches les plus vulnérables de la société.

Cet atelier coorganisé par ACCA et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) avait pour but de soutenir les initiatives régionales relatives à l'adaptation aux changements climatiques. Il a permis d'évaluer le savoir-faire régional dans ce domaine ainsi que les questions de climatologie, et aussi d'identifier les institutions possédant les

compétences requises pour concevoir des modèles régionaux et aider les gouvernements à évaluer des moyens d'action et des instruments reposant sur les mécanismes du marché, lesquels pourraient permettre de planifier et de prévoir les risques climatiques. L'atelier avait également pour but d'asseoir les bases d'une communauté de praticiens composée des principales parties prenantes et des actuels promoteurs du projet ACCA.

L'atelier de lancement d'ACCA visait trois objectifs. Un, mieux faire connaître le mandat et la vision globale de ACCA, et permettre au programme d'identifier avec les partenaires et les parties prenantes de l'ensemble du continent les opportunités pouvant assurer une plus grande coopération régionale en matière de développement de stratégies d'adaptation. Deux, positionner ACCA en tant que partenaire stratégique au niveau de la région et du continent, et faire connaître son mandat ainsi que sa vision globale. Trois, offrir aux équipes du projet prêtes à être financées par ACCA l'occasion de se réunir et d'identifier les lacunes communes, les possibilités d'apprentissage commun pour améliorer la recherche et aussi, discuter de leurs plans, et les attentes de ACCA quant à la façon de communiquer les résultats de leurs recherches.

Pour atteindre ces objectifs, ACCA a décidé de viser bien au-delà de ses partenaires traditionnels immédiats, c'est-à-dire les instituts de recherche, pour s'engager auprès des décideurs et leur permettre de s'approprier le processus ainsi que les résultats à venir. Les décideurs doivent comprendre la philosophie qui sous-tend le mandat de ACCA, de même que l'impératif d'adaptation et le besoin de collaboration étroite avec les scientifiques et les groupes vulnérables, dans le but d'améliorer leur base de connaissances et de renforcer la capacité d'adaptation de ces groupes. L'atelier de lancement servait à la fois de point de départ au déroulement de la stratégie d'engagement de ACCA avec les partenaires régionaux et d'essai pour déterminer le degré d'ouverture aux projets régionaux d'adaptation.

L'atelier de cinq jours qui se voulait très participatif était divisé en deux parties. La première partie (du premier au troisième jour) avait réuni des décideurs et des chercheurs venus discuter de stratégies visant à conférer une dimension régionale à la recherche sur l'adaptation aux changements climatiques, mais également des besoins de capacité et d'orientation des institutions et décideurs de la région, pour exploiter et mettre en œuvre des politiques efficaces. La deuxième partie de l'atelier (du quatrième au cinquième jour) était axée sur le renforcement des capacités des porteurs de projets du programme ACCA pour élaborer des moyens pratiques de partager l'information générée par leurs projets. La création d'un réseau de praticiens de l'adaptation aux changements reviendrait à délimiter un espace dans lequel sont définies des stratégies de partage et de transfert de connaissances. En collaboration avec des personnes ressource et des facilitateurs, cette communauté de praticiens émergente, porteurs des projets ACCA, va également passer en revue les principaux outils méthodologiques afin d'améliorer la conception et la mise en œuvre de ses projets en cours.

L'atelier s'était fixé pour objectif d'atteindre les résultats et réalisations suivants :

**Résultats :**

- Des stratégies régionales et exemples de mécanismes de partage de risques sont identifiés.
- Les questions liées à l'eau et à la sécurité alimentaire en rapport avec l'adaptation aux changements climatiques sont articulées dans un cadre synergique.
- Les questions d'échanges d'idées entre CLIMDEV et ACCA sont abordées d'une façon plus opérationnelle.
- Il y a une prise de conscience accrue du besoin de partager les risques et de travailler au sein de groupes régionaux.

Toutefois, les résultats suivants n'ont pas pu être atteints, à cause de contraintes de temps et d'autres facteurs logistiques. Ils ont été néanmoins signalés comme des questions méritant suivi et attention urgente :

- Un cadre d'échange d'informations entre les parties prenantes est approuvé et fonctionnel, et les modalités opérationnelles sont formalisées.
- Un plan d'action pour un cadre régional d'adaptation aux changements climatiques est défini et élaboré.
- Une communauté de praticiens est mise en place et les modalités opérationnelles sont définies.

**Réalisations :**

- Stratégies de dissémination et de diffusion permettant de gérer les informations provenant du réservoir de projets
- Analyse des possibilités d'aborder les questions liées à l'eau et à la sécurité alimentaire dans le contexte régional des activités d'ACCA.
- Analyses de l'état des connaissances sur l'adaptation, d'un point de vue régional
- Analyse des déficits de capacité et des opportunités existant au sein des principales institutions régionales travaillant sur l'adaptation aux changements climatiques
- Analyse des contraintes régionales qui constituent un frein aux stratégies actuelles d'adaptation aux changements climatiques.

L'atelier était co-présidé par les Professeurs Shem Wandiga et Chris Landsberg, et les Dr. Gilles Forget, Josué Dioné, Madeleine Thomson et Sami Moussa.

## 1 PREMIER JOUR :

---

### 5.1 Session d'ouverture

La cérémonie d'ouverture dirigée par le Dr. Josué Dioné comportait des discours prononcés par :

- Le Secrétaire Exécutif de la CEA, M. Abdoulie Janneh
- Le Dr Gilles Forget, Directeur Régional du CRDI pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
- Le Professeur Shem Wandiga, Président du Conseil consultatif d'ACCA
- Le Dr Fatima Denton, Chef de Programme d'ACCA,
- S.E. Yves Boulanger, Ambassadeur du Canada en Ethiopie
- S.E. le Dr Aberra Deressa, Ministre d'Etat chargé de l'Agriculture, Ethiopie.

### 5.2 Liens entre changement climatique, pauvreté et développement durable en Afrique.

Différents rapports ont relevé le lien entre changement climatique et pauvreté en Afrique. Le quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat *IPCC Fourth Assessment Report* paru en 2007 va plus loin, en indiquant que les changements climatiques peuvent anéantir les modestes avancées de l'Afrique vers la réalisation des OMD. Le Nouveau partenariat économique pour le développement de l'Afrique (NEPAD) a fait remarquer que les problèmes environnementaux aigus de l'Afrique, particulièrement les changements climatiques, contribuent pour une grande part à la pauvreté et à la morosité de la performance de croissance du continent. Les changements climatiques touchent surtout les pauvres et constituent un frein à la réalisation du développement durable. La question du changement climatique doit faire partie intégrante des stratégies nationales de développement durable/réduction de la pauvreté. La gravité des menaces de changement climatique pour l'Afrique a été reconnue et intégrée au Plan d'action de Johannesburg adopté au terme du Sommet mondial pour le développement durable en 2002. Entre autres stratégies recommandées pour réaliser le développement durable en Afrique, notons l'assistance aux pays africains d'une part pour la mobilisation de ressources adéquates pour faire face à leurs besoins d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques, aux phénomènes météorologiques et à la variabilité climatique extrêmes, et d'autre part pour élaborer des stratégies nationales et régionales ainsi que des programmes d'atténuation pour lutter contre le changement climatique. Malheureusement, pour les décideurs africains, le changement climatique n'est toujours pas une priorité.

Cette session qui se présente en deux parties avait pour objectif de réunir les décideurs et les chercheurs, pour réfléchir sur le lien entre changement climatique, pauvreté et développement durable en Afrique. La première partie était constituée de trois présentations par trois universitaires, et la deuxième partie était une discussion menée par les décideurs.



La présentation de M. **Foday Bojang** portait sur les mécanismes de partage de connaissances et de communication sur les risques en matière d'adaptation aux changements climatiques. M. Bojang a fait remarquer que le changement climatique est une menace réelle pour l'Afrique, d'où le besoin urgent d'une forme de communication efficace, pour des mesures d'adaptation et d'atténuation pertinentes. Trois points principaux ont été identifiés comme étant des questions cruciales pour la communication sur le risque : de bons mécanismes de communication, l'accès aux informations climatiques et une stratégie de communication efficace. Certains facteurs sont susceptibles d'influencer la communication sur l'adaptation aux changements climatiques, par exemple la disponibilité d'un cadre politique et juridique, les différentes perceptions du risque par les parties prenantes, notamment les médias et le public, l'existence d'infrastructures adéquates (système d'alerte rapide, accès à l'information), le niveau de sensibilisation du public et la capacité des institutions chargées de la gestion des risques. Il a insisté sur la nécessité d'établir un équilibre entre les systèmes de communication modernes et traditionnels.

Le Dr **Mohammed El Mourid** a délivré une présentation intitulée « Climate Change Adaptation, Water Resource Management and Maintenance of Food Security: Regional Implications » (Adaptation aux changements climatiques, gestion des ressources en eau et maintien de la sécurité alimentaire : les implications régionales), d'après une perspective nord-africaine. Les défis majeurs auxquels cette région est confrontée et qui freinent sa production agricole sont notamment la rareté de l'eau, la dégradation de l'environnement, la faible utilisation à grande échelle des nouvelles technologies dans l'agriculture pluviale, ainsi que les changements climatiques mondiaux et la sécheresse qui sont autant d'éléments contribuant à l'aggravation de l'insécurité alimentaire dans la région. La plupart des pays de cette zone sont actuellement dans l'incapacité de maintenir leurs importations alimentaires, une situation que les changements climatiques risquent d'aggraver. Afin d'atténuer l'impact de ces changements, le Dr El Mourid a préconisé une série de mesures, parmi lesquelles l'augmentation des financements disponibles pour accroître le niveau d'irrigation dans la région ; le développement de techniques efficaces de conservation des sols et des ressources en eau, étant donné surtout que la destruction de la couverture végétale intensifie le réchauffement de la planète ; l'introduction de nouvelles espèces adaptées à la pénurie d'eau, et l'accroissement de l'investissement dans les sciences et technologies consenti par les centres nationaux de recherche agricole et leurs pendants internationaux.

La présentation du Dr **Youba Sokona** délivrée par le Dr **Njeri Wamukonya** a rappelé que les voies qui mènent au développement ont une incidence sur les changements climatiques qui, à leur tour, ont un impact considérable sur le développement. Pour le Dr Sokona, la question principale à traiter est la suivante : comment s'assurer que les liens entre changement climatique, développement et pauvreté sont bien compris ? L'énergie est à l'origine des causes anthropogéniques du changement climatique. Malgré ses ressources énergétiques abondantes, le continent africain est affecté par de graves contraintes énergétiques. Le faible niveau d'accès à l'électricité, particulièrement en Afrique subsaharienne, est dû au développement insuffisant des infrastructures. Les politiques et pratiques énergétiques du continent ont des incidences sociales et

environnementales majeures, telles que la déforestation et la pollution de l'air due à la consommation de la biomasse. Même si adaptation et intégration semblent être les expressions qui font fureur dans le cercle des experts du climat et du développement, il n'en demeure pas moins important de veiller à ce que l'ensemble des principaux acteurs possède des stratégies pour intégrer le concept d'adaptation au processus de développement. Le Dr Sokona a relevé un grand potentiel d'intégration des questions de changement climatique aux politiques de développement en Afrique ; il a aussi noté que la coopération régionale présente des opportunités dans ce sens.

La session a été clôturée par une discussion à l'initiative des décideurs. Trois d'entre eux ont livré leur avis sur la question. M. **Audace Ndayizeye** de l'Initiative du Bassin du Nil a relevé l'importance de la communication, notamment en ce qui concerne les actions d'adaptation des institutions chargées de la gestion des ressources environnementales communes à plusieurs pays africains. Il a ensuite expliqué que, puisque les changements climatiques affectent tout le monde, toutes les parties prenantes doivent s'impliquer dans le processus d'adaptation. Il a fait remarquer que les gens parlent de la rareté de l'eau sans prêter attention aux inondations qui sont également très destructrices. Pour conclure, il a indiqué qu'il est important d'adopter une approche intégrée dans la mesure où la sécurité des uns peut accroître l'insécurité des autres, selon la démarche choisie pour faire face aux défis régionaux.

La préoccupation majeure à retenir de la présentation du Dr **Sami Mousa** de la Banque Africaine de Développement (BAD) est que la Banque et les autres donateurs soutiennent la recherche, mais veulent des solutions pratiques, viables et exploitables, avec des marchés cibles bien définis pour des projets commercialisables. Il a fait remarquer que la Banque a financé un grand nombre d'initiatives de recherche, telles que le programme de partenariat pour l'eau financé par plusieurs bailleurs. Ce programme a mené des études sur 12 bassins fluviaux en Afrique, dans le but de produire un projet bancable pour financement. Il a en outre précisé que la Banque soutient également le transfert de technologies, à travers un financement pour le développement du riz NERICA qui a été primé.

M. **David Njiki Njiki** du NEPAD a ajouté que plusieurs initiatives d'adaptation sont en train d'être mises en œuvre, précisant toutefois que leur utilité doit faire l'objet d'évaluation, car il s'est avéré que les utilisateurs ne sont pas très enclins à adopter les nouvelles technologies. En ce qui concerne l'intégration, les décideurs doivent prendre langue avec les responsables de la mise en œuvre des projets. Il a relevé par ailleurs la nécessité d'appuyer l'adaptation aux changements climatiques, dans la mesure où les populations sont en train de lutter contre la sécheresse dans plusieurs zones, du fait du déclin annuel des précipitations, un phénomène qui se banalise. Actuellement, le Maroc encourage les agriculteurs à utiliser des méthodes d'irrigation localisées pour réduire les pertes, qui donnent de bons résultats comparativement aux techniques classiques de grande irrigation.

Mme **Isabella Masinde**, Directrice Exécutive du Centre for Livelihood Opportunities Unlimited and Technologies, a rappelé que la base de ressources naturelles du

continent est menacée par les changements climatiques, avec de lourdes conséquences sur la plupart des populations rurales qui tirent leurs moyens d'existence de l'écosystème. Le changement climatique ne concerne pas que l'avenir puisque ses effets nuisibles se font déjà sentir, et les décideurs doivent en être conscients. Cependant, le fossé existant entre la recherche et les politiques publiques constitue une barrière à la mise en œuvre de stratégies d'adaptation efficaces. La science peut être un bon point d'entrée pour aborder les questions de changement climatique du continent, à condition de traiter et de soutenir les besoins des communautés locales. En se penchant sur les besoins communautaires et en mettant au point des politiques d'adaptation, il est important de considérer sous un nouvel éclairage les actifs communautaires, ainsi que d'autres types de capital social susceptibles d'améliorer les capacités des groupes vulnérables et de les rendre plus résistants aux effets nuisibles des changements climatiques. Il est également important d'identifier et de comprendre les stratégies d'adaptation actuelles de ces groupes, dans l'optique de les améliorer grâce à la science. Tout ceci exige des ressources financières pas facile à obtenir, d'où l'importance de mettre en place des mécanismes et programmes financiers solides et efficaces pouvant diversifier les options d'adaptation des pauvres, afin d'accroître leur capacité de résistance. L'adaptation ne doit pas être considérée isolément, mais dans le contexte de la réalisation d'un objectif de développement intégré et durable.

Les interventions qui ont suivi ont porté sur les points suivants :

- Les scénarios de changements climatiques en Afrique doivent être améliorés car jusqu'ici, la plupart du travail effectué s'est appuyé sur des modèles globaux.
- Pour améliorer la relation entre les scientifiques et les décideurs, il est bon de se demander si la science est perçue comme utile et adaptée à la demande. La recherche doit impliquer les utilisateurs finaux potentiels, puisque seul un tel lien permettrait de bien la cadrer. Deuxièmement, il faut identifier l'entité qui doit prendre en charge les risques associés lorsque les agriculteurs adoptent de nouvelles technologies.
- La crise énergétique en Afrique nécessite des solutions locales, mais le continent dépend actuellement des experts externes.
- Les cadres d'adaptation doivent tenir compte des autres cadres et conventions. Dans certains cas, les responsables sont des agents de bureaux de zones pour 12 conventions différentes et il est nécessaire de capitaliser les synergies potentielles, étant donné que toutes les conventions sont plus ou moins liées à la question du changement climatique.
- Plusieurs initiatives africaines ont collecté des données substantielles sur l'impact du changement climatique en Afrique, données qui pourraient être exploitées par les décideurs. Le défi consiste à savoir comment interagir avec les décideurs, particulièrement au niveau régional, afin que leurs politiques soient fondées sur les résultats d'une solide recherche scientifique. Toutefois, il y a des chances que cela se réalise, car les scientifiques peuvent intervenir lors des réunions statutaires des ministres et des chefs d'État. Par exemple, le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA) est une excellente occasion pour intervenir dans l'élaboration de documents pour les réunions de chefs d'État.

### 5.3 Présentation des projets de ACCA sur les ressources en eau, la sécurité alimentaire et le bien-être des populations

Les changements climatiques devraient aggraver la raréfaction des ressources en eau en Afrique. De plus, il est amplement prouvé que ce phénomène rendra la situation de sécurité alimentaire pire qu'elle ne l'était, ce qui aura des conséquences sur la santé, en termes de malnutrition et de famine. Outre leurs effets indirects sur la santé induits par l'insécurité alimentaire, ces changements devraient aussi avoir des conséquences directes sur les résultats pour la santé. Ils contribueront à la création d'environnements favorables aux maladies transmises par des vecteurs tels que les moustiques. Par exemple, certaines parties du continent qui ne présentaient pas de forte incidence de paludisme, telles que les hautes terres d'Afrique de l'Est, sont à présent touchées par des épidémies. Les maigres ressources qui auraient pu servir à d'autres objectifs de développement sont utilisées pour lutter contre les charges accrues des maladies liées aux changements climatiques. Tous ces facteurs conjugués ont une incidence négative sur le bien-être d'une bonne partie de la population africaine, notamment les pauvres.

ACCA reconnaît le lien entre changements climatiques, ressources en eau, sécurité alimentaire et bien-être des populations, et a financé des projets sur ce sujet. Quatre de ces projets ont été sélectionnés pour démontrer ce lien.

La première présentation a été faite par **Kolawole Said Hounkpnou** sur le thème « *Strengthening the capacity of farmers to reduce the impact of climate change on agricultural productivity to ensure sécurité alimentaire and reduce poverty in Benin* » (Renforcer les capacités des agriculteurs à réduire l'impact des changements climatiques sur la productivité, pour garantir la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté au Bénin). Le projet ambitionne de renforcer les capacités au niveau des communautés locales et à l'échelon national, mais aussi les capacités des départements météorologiques à produire des informations climatiques utiles à divers utilisateurs. Ayant constaté que le potentiel d'adaptation au niveau des communautés rurales n'est pas pleinement développé, si l'on sait qu'un grand nombre de paysans cherchent déjà à s'adapter, le projet tente d'accroître l'accès des paysans aux prévisions climatiques et de s'appuyer sur les connaissances locales pour améliorer le niveau d'adaptation aux changements climatiques. Il prévoit également d'encourager l'échange d'expériences avec les dirigeants, de sorte à renforcer les options viables.

La deuxième présentation était celle du Professeur **Daniel Barend Louw** sur le thème « *Managing climate risks for agriculture and ressources en eau development in South Africa: Quantifying the costs, benefits and risks associated with planning and management alternatives* » (Gérer les risques climatiques pour le développement de l'agriculture et des ressources en eau en Afrique du Sud : quantification des coûts, des avantages et des risques associés aux alternatives de planification et de gestion). L'idée maîtresse de cette présentation est que les prévisions relatives aux changements climatiques ne sont pas transmises de manière efficace aux responsables des ressources en eau, et ne sont pas non plus intégrées dans les politiques de gestion de ces ressources. Les résultats et réalisations attendus de ce projet incluent le

renforcement de capacités, y compris la création d'un centre d'excellence pour la formation à la diffusion d'informations climatiques, et la mise au point d'une méthodologie permettant de relier les scénarios de changement climatique dans un cadre intégré de gestion de l'approvisionnement et des besoins en eau. Le projet est lié à la pauvreté en ce sens que la région du Cap Occidental abrite une partie des terres cultivables les plus fertiles d'Afrique du Sud. De plus, l'agriculture est la principale source d'emploi. L'eau demeure le principal facteur limitant du développement agricole. Le projet est fortement centré sur la question du genre, les agriculteurs étant pour la plupart des femmes et faisant aussi partie des groupes les plus vulnérables.

La troisième présentation était celle du Dr **A. Chriyaa** sur le thème « *Climate Change adaptation mechanisms for rural communities in two contrasting ecosystems of Morocco* » (Mécanismes d'adaptation des communautés rurales aux changements climatiques dans deux écosystèmes marocains opposés ». Ce projet a pour but de renforcer les capacités d'adaptation des populations vulnérables à travers l'identification et l'élaboration d'options appropriées d'adaptation technique, institutionnelle et politique dans les écosystèmes fragiles. Le Dr Chriyaa a souligné l'importance de l'agriculture au Maroc, en faisant remarquer que près de 80 % de la main-d'œuvre rurale est employée dans le secteur agricole. Il est prévu une baisse des précipitations dans les communautés concernées par le projet. Les prévisions d'augmentation des besoins en eau pour les populations et l'irrigation indiquent qu'il y aura un phénomène de contrainte hydrique même pendant les années clémentes. Parmi les réalisations du projet figurent l'évaluation des choix d'adaptation qui ont été faits ces quarante dernières années dans la région, la mise au point de scénarios de changement climatique, l'élaboration de mécanismes pour appuyer l'échange de connaissances dans le choix d'options d'adaptation spécifiques par les parties prenantes, et la mise en œuvre d'un programme de renforcement des capacités humaines des principales parties prenantes du projet.

Le Dr **Andrew Githeko** a fait la troisième présentation sur le thème « *Transferring the malaria epidemic prediction model to East Africa* » (Transposition du modèle prédictif d'épidémies de paludisme en Afrique de l'Est). Dix sept pour cent des Africains de l'Est vivent dans les hautes terres où il existe des risques d'épidémie de paludisme provoqués par le climat. Avec l'approche actuelle de la gestion des épidémies de paludisme par les gouvernements, l'épidémie est détectée dans sa phase exponentielle, où il est trop tard pour des interventions. En 2001, l'équipe du projet a mis au point un modèle de paludisme capable de détecter l'épidémie 2 à 3 mois à l'avance. Ce modèle sera ajusté à différentes zones écologiques, pour lui donner une spécificité régionale. Le paludisme a de graves impacts économiques car il affecte les enfants et les femmes enceintes. Les pauvres qui n'ont pas accès au traitement médical sont les plus affectés par cette maladie. Les prévisions des épidémies assorties d'actions en temps utile contribueraient sans doute à atténuer l'anxiété et le stress des mères.

Les présentations ont été suivies d'une discussion des décideurs de diverses régions d'Afrique et des participants. En résumé, il est sorti de ces discussions que, si les

décideurs sont généralement conscients que les changements climatiques constituent un problème sérieux, ils ne sont pas convaincus de la gravité de leurs impacts. Il convient de mobiliser la communauté africaine tout entière pour se pencher sur les problèmes liés au changement climatique, car ce phénomène est une bombe à retardement potentielle. Les scientifiques doivent adopter un autre langage pour aborder les questions socio-économiques auxquelles sont confrontés les décideurs. Aussi louable que soit l'adoption d'approches holistiques, il faut s'assurer de la disponibilité d'informations pertinentes au niveau approprié. La coopération régionale a été mise en avant, particulièrement par rapport au partage d'informations climatiques. Certes, nombre d'orateurs ont plaidé pour des perspectives multidisciplinaires, mais il ne faut pas perdre de vue l'importance de l'intégration du savoir local dans la science du changement climatique.

Cependant, il faut noter que les pratiques locales d'adaptation ne sont pas toutes bénéfiques pour le développement durable d'une communauté locale, et que les connaissances locales ne peuvent pas toutes, à priori, apporter la solution idoine à un problème donné. L'évaluation et la validation sont d'importants aspects de l'intégration des savoirs locaux dans le courant dominant de la littérature.

Les participants ont soulevé des questions pertinentes au sujet des présentations. Il y a eu par exemple un appel à une étude plus poussée des liens entre la rareté des ressources en eau et le manque d'infrastructures. D'autres facteurs non climatiques tels que l'urbanisation galopante augmentent les besoins en eau pour l'assainissement et d'autres usages qui disputeront la ressource à l'agriculture et à d'autres activités. En conséquence, l'adaptation à la rareté de l'eau dans le secteur agricole doit intégrer des politiques d'urbanisation. D'autres questions soulevées par les participants sur les présentations concernaient la nécessité d'avoir de solides cadres d'orientation générale définissant de larges stratégies d'adaptation aux niveaux national et régional. Il faut concevoir des stratégies d'adaptation régionales propres à chaque région pour être applicables et appuyées par la recherche spécifique régionale.

## **2 DEUXIÈME JOUR**

---

### **5.1 Vers une coopération régionale accrue pour faire face aux défis communs d'adaptation**

Les impacts du changement climatique ne tiennent pas compte des frontières nationales, d'où la nécessité d'une réponse concertée pour venir à bout de ce problème à l'échelon régional. La coopération régionale possède un énorme potentiel, cependant non encore exploité, de forger une certaine capacité d'adaptation et d'atténuer les impacts du changement climatique en Afrique. Les programmes régionaux peuvent produire de formidables résultats, tels que la production d'énergie stable, la gestion des ressources en eau communes et la lutte contre la propagation des maladies provoquées par le climat. Malgré cette prise de conscience, le soutien à la coopération régionale et sa mise en œuvre effective dans la lutte contre les changements climatiques restent limités en Afrique. ACCA souhaiterait savoir ce qui se passe, où

cela se passe, et de quelle manière le programme peut apporter son appui. L'objectif de cette deuxième journée d'atelier était d'explorer les opportunités et les défis qui se posent à la coopération régionale dans la mise en œuvre des stratégies d'adaptation en Afrique. La journée a débuté par un groupe de discussion interactif sur les principales questions régionales qui ont de l'importance pour l'adaptation commune. Ce groupe, formé des représentants de 5 institutions régionales clés, a abordé les questions de la sécurité alimentaire, des ressources en eau, de la politique énergétique, de la dégradation des sols, des moyens d'existence ainsi que des initiatives régionales pour mettre au point l'adaptation aux changements climatiques en Afrique de l'Ouest.

Les principaux points issus des présentations sont les suivants :

- La coopération régionale est très importante, car elle est nécessaire pour regrouper utilement les ressources. Les besoins sont tels qu'aucun pays ne peut porter à lui seul ce fardeau, et la coopération régionale permettrait d'apporter une certaine cohérence. Le changement climatique n'a pas de frontières et des problèmes comme la lutte contre les acridiens, l'exploitation de la nappe phréatique ainsi que l'aménagement et la gestion des fleuves transfrontaliers exigent des approches supranationales et régionales.
- Il faut penser de manière stratégique et étudier les possibilités de partage équitable des bénéfices de la coopération régionale, mais également voir comment réduire les risques collectifs.
- Il est important de noter que, pour être utile à la demande, la recherche doit répondre aux besoins de certains groupes mus par la demande, ainsi que du secteur privé et des groupes vulnérables.
- Les stratégies déroulées pour influencer le processus régional et mettre en œuvre les infrastructures appropriées pour des politiques d'adaptation diffèreraient selon le contexte, la région et les caractéristiques géographiques. En Afrique du Nord, par exemple, elles impliqueraient l'identification des principaux dirigeants dans toutes les régions, qui seraient capables de soutenir le travail d'adaptation et de véhiculer le message principal auprès de leurs pairs décideurs.
- La constitution de réseaux peut être un critère important pour établir une forte base de plaidoyer axé sur les avantages de stratégies régionales communes qui permettraient aux partenaires de s'unir autour de questions communes impératives, notamment celles de la désertification ou de la sécheresse. Pour cela, il faudrait canaliser les ressources pour appuyer le développement d'un réseau qui permettra aux différentes institutions de partager l'information sur la recherche sur l'adaptation, et aussi d'observatoires locaux et régionaux.
- Le renforcement des capacités est également important pour développer les qualifications et établir les liens nécessaires entre le changement climatique et d'autres secteurs d'importance vitale tels que l'agriculture, l'eau et l'énergie. Il faut pour cela une approche endogène qui s'appuie sur un noyau d'experts régionaux, lequel servirait de base et de banque de connaissances pour conseiller, soutenir et orienter les décideurs, le secteur privé et d'autres organismes de recherche.

- Les principaux défis à la coopération régionale sont les suivants :
- Identifier des interventions pouvant être mises en œuvre au niveau régional, et ce, de façon à ne pas exclure la participation des communautés locales.
- Si, au niveau régional, il peut y avoir des réseaux pour soutenir le processus d'adaptation, la difficulté réside dans leur viabilité et dans le pragmatisme de leurs activités.
- A chaque région son histoire. En Afrique du Nord, même si de plus en plus d'institutions travaillent sur le climat (ICARDA, OSS, etc.), il n'en reste pas moins que la dimension régionale du partage des connaissances et des stratégies pour l'exploitation des ressources communes n'est pas très appréciée par les partenaires.
- Pourtant, il est évident qu'une stratégie régionale cohérente en Afrique du Nord permettrait de faire face aux problèmes liés aux moyens d'existence, du fait que les communautés dépendent de la base de ressources naturelles qui est très sensible au climat.
- Il est tout aussi important de réfléchir en termes de facteurs motivants qui rendraient la contribution des décideurs plus pertinente.

## **5.2 Réunions en petits groupes – Vers une coopération régionale accrue pour faire face aux défis d'adaptation communs : opportunités et contraintes.**

Une réunion en petits groupes a été organisée, afin de discuter au niveau sous-régional des opportunités et contraintes liées à la réalisation d'une coopération régionale dans la mise en œuvre de l'adaptation aux changements climatiques. Les groupes représentaient l'Afrique du Nord, de l'Ouest et du Centre, l'Afrique Australe et l'Afrique de l'Est. Les principaux problèmes soulevés sont les suivants :

### **Opportunités :**

- Possibilité de créer de nouveaux réseaux régionaux pour appuyer le processus d'adaptation en Afrique. Il pourrait s'agir d'un réseau d'experts du continent pour mettre en commun les capacités humaines disponibles.
- La plupart des activités d'adaptation et d'études se déroulent au niveau local. L'élaboration de politiques d'adaptation régionales requiert la démultiplication de ces activités. Le partage d'informations peut contribuer à atténuer la vulnérabilité et aider à identifier et améliorer les stratégies d'adaptation.
- Il faudrait identifier les facteurs motivants permettant aux populations de répondre aux changements climatiques. Il serait plus judicieux pour les décideurs d'établir un lien entre les impacts du changement climatique et l'économie.
- La relation entre la recherche et les décideurs doit tenir compte de ce qui se fait, et aussi, amener les décideurs à identifier les actions complémentaires.
- Le besoin de collaboration plutôt que de compétition a également été souligné, en insistant sur la nécessité d'un ancrage institutionnel en ce qui concerne notamment la question de la subsidiarité. Cela implique la reconnaissance et le respect des limites des initiatives régionales par rapport à la souveraineté nationale.



- La coordination est un problème majeur qui doit être pris en compte dans le partage des risques des stratégies d'adaptation au niveau régional. Il existe une diversité de services qui peuvent être intégrés au partage de risques (services météorologiques, gestion des infrastructures, mise en valeur des fleuves transfrontaliers etc.), mais cela requiert un mode de gestion approprié.
- Le système d'observation du climat et les services météorologiques fondent suffisamment une intervention plus globale à l'échelon régional – les coûts afférents à ce type d'intervention sont souvent trop élevés pour une seule nation et les services rendus profitent à un grand nombre de pays, plutôt qu'à un pays donné).
- Il serait également utile d'amener les grands groupements politiques tels que la CEDEAO, la CEA, la SADC et l'Union du Maghreb à s'impliquer davantage dans la recherche sur l'adaptation aux changements climatiques, et de se servir de cette recherche comme une source d'information supplémentaire pour convaincre de la nécessité du partage des risques d'adaptation comme bénéfique pour les aspirations au développement.
- Les changements structurels apportés aux anciennes institutions doivent refléter les nouvelles dynamiques environnementales. Un certain nombre d'institutions basées en Afrique ont été créées pour travailler sur des questions environnementales spécifiques telles que la désertification, la sécurité alimentaire, la déforestation, etc. Ces questions restent d'actualité, mais la situation environnementale est en train d'évoluer et présente des dynamiques beaucoup plus complexes liées à la variabilité du climat et à la vulnérabilité au climat. Les institutions ne sont donc pas suffisamment préparées ou enclines à gérer de telles complexités. Une étude exhaustive est peut-être nécessaire pour déterminer ce que font les différentes institutions ainsi que leurs capacités respectives. Sur la base de cette étude, les institutions régionales doivent bénéficier de soutien pour aider à fournir des produits, des informations, des services administratifs qui faciliteraient la compréhension et l'utilisation de stratégies d'adaptation aux changements climatiques.
- Les discussions et conférences régionales pourraient constituer le point de départ d'une sensibilisation accrue et il faut des exemples concrets pour illustrer l'efficacité de la recherche-action de même que celle des initiatives réussies dans lesquelles un front commun régional a servi de précurseur au traitement de questions liées à l'environnement et au développement.
- ACCA doit se familiariser avec les bases de données existantes et les délimitations de champ des évaluations, et aussi, étudier les possibilités de les mettre à la disposition des institutions et décideurs concernés.

### **Contraintes :**

- La principale contrainte identifiée avait trait aux défis transfrontaliers.
- Comment les pays concernés peuvent-ils résoudre de façon collective les questions transfrontalières ?
- Pour que la coopération régionale soit durable, les décideurs doivent partager les informations, ce qui constitue déjà un véritable défi.

- Les questions clés soulevées par les participants lors de la plénière sont les suivantes :
- Quel mécanisme fonctionnel pouvant appuyer le travail d'adaptation et la prise de décision existe actuellement ?
- Comment renforcer les capacités des unités environnementales, bureaucratiques, et d'autres agents clés, afin de mieux faire comprendre le principe de l'adaptation aux changements climatiques ?
- Comment collaborer avec les grands ministères tels que les ministères des Finances, de la Planification économique, etc., pour les amener à bord, de sorte que les questions d'adaptation aux changements climatiques ne soient pas perçues uniquement comme des questions environnementales, mais considérées du point de vue de la pauvreté et du développement ?
- Comment répondez-vous à la contrainte posée par l'agriculture et à la demande en matière de gestion des ressources en eau ? Ces questions ont un impact sur la télédétection, les dispositifs d'alerte rapide et les mesures d'impacts.
- Comment s'assurer que la recherche a un impact sur le terrain et s'attaque aux questions de fond du développement ?
- Comment provoquer une prise de conscience politique des questions transfrontalières, en tant que point de départ de l'identification des projets d'adaptation ?
- Quel est le programme des principales institutions régionales dans le domaine climatique et celles-ci sont-elles bien équipées pour gérer la complexité des stratégies de réponse aux changements climatiques et le besoin de traiter les contraintes liées à la variabilité du climat ?

### **3 TROISIÈME JOUR**

---

#### **5.1 Partage des connaissances sur les risques climatiques et les options d'adaptation**

L'objectif de cette journée était d'étudier des mécanismes efficaces de partage des connaissances, afin d'appuyer les stratégies régionales d'adaptation aux variations climatiques. L'information est une ressource importante de la lutte contre les effets négatifs du changement. L'accès limité à l'information est un frein constant à la capacité d'adaptation, tant recherchée en Afrique. Il y a eu certes une pléthore d'études sur les changements climatiques en Afrique, mais leurs résultats n'atteignent pas les bénéficiaires potentiels, en l'occurrence les responsables des orientations politiques et les communautés vulnérables. Cette session a permis d'explorer les mécanismes, les opportunités et les contraintes concernant le partage de connaissances sur le changement climatique en Afrique. Elle a démarré par la présentation de 2 grandes institutions, la Banque Africaine de développement et l'ICPAC, sur leurs expériences en matière de partage d'informations sur l'adaptation aux changements climatiques. Il y a eu ensuite des réunions en petits groupes, et la séance a été clôturée par une présentation de ACCA sur ses stratégies de partage de connaissances.

Le Dr **Sami Moussa** de la Banque Africaine de développement a fait savoir que l'initiative Informations climatiques pour les besoins du développement (ou ClimDev Afrique) cherche à accroître le niveau de résistance de l'Afrique au stress climatique. CLIMDEV est l'appui politique de l'Union Africaine aux initiatives sur le changement climatique en Afrique. Le sommet des Chefs d'Etat de l'UA, qui s'est tenu à Addis-Abeba en janvier 2007, a engagé les états membres à traiter des questions importantes liées à l'adaptation à la variabilité du climat et a approuvé un plan d'action dans lequel il est demandé à la BAD, la CEA et l'UA de mettre en œuvre le programme ClimDev. Un des résultats à court terme de ce programme consiste à s'assurer que les Plans d'action nationaux d'adaptation au changement climatique (PANA) sont finalisés d'ici la fin de l'année 2007. La finalisation des PANA est indispensable à l'intervention des bailleurs et des agences de développement dans les questions d'adaptation aux changements climatiques dans un pays donné. Il convient de noter qu'à ce jour, seuls 10 pays africains ont finalisé leurs PANA. Ces documents serviront de base à l'identification des priorités en matière de changement climatique à l'échelon national, puisque les pays ont priorisé leurs options et défis d'adaptation et les ont accompagnés d'annexes qui mettent en relief les besoins financiers pour l'exécution de certaines de ces options.

Le Professeur **Laban Ogallo** du Centre de prévision et d'applications climatologiques relevant de l'IGAD – *Centre for Prediction and Application* [ICPAC] – a souligné les principaux points qui doivent être pris en compte, dans le partage de connaissances :

- Type de connaissances [locales/régionales ; risques climatiques/options d'adaptation opposés aux variations des besoins de l'utilisateur].
- Qualité, exactitude, crédibilité et opportunité
- Clarté et capacité des utilisateurs à utiliser les connaissances
- Production de connaissances ou disponibilité d'informations climatiques
- Données ou archives d'informations pour l'élaboration de scénarios
- Contraintes liées aux ressources,
- Capacité de partage [systèmes de partage]
- Appropriation, en termes de réseau de fournisseurs, de secteurs et de systèmes.

Le Professeur Ogallo a en outre fait remarquer que les capacités de recherche sont actuellement faibles, d'où la mauvaise qualité des connaissances disponibles. Comme autres défis identifiés, on peut citer le faible niveau d'éducation et de sensibilisation, le manque de politiques adéquates et la perception des utilisateurs, y compris le rôle des systèmes traditionnels. Le principal défi est le manque d'accès des utilisateurs à l'information. Pour y remédier, l'ICPAC a prévu un certain nombre d'activités de renforcement des capacités, incluant des forums multisectoriels dans lesquels les experts peuvent interagir avec les utilisateurs.

Les participants ont discuté de la nécessité d'examiner la variabilité actuelle, afin de s'adapter au changement climatique à long terme. Bien que le climat ait toujours été un élément variable, l'augmentation de la vitesse de changement est telle que les communautés ont de plus en plus de mal à y faire face. La disponibilité de la recherche et des connaissances en Afrique traverse une crise. Il faut des efforts et des stratégies concertées pour faire face à ces défis. En outre, les informations destinées aux

utilisateurs ne doivent pas être complexes, mais présentées dans un langage et un format faciles à comprendre et à utiliser.

L'obstacle majeur au partage de connaissances vient du fait qu'un grand nombre d'institutions vendent leurs informations pour pourvoir à leurs dépenses opérationnelles, du fait de la réduction de leur allocation budgétaire. Cette pratique empêche l'accès à l'information climatique. Les institutions fournissant des informations clés comme celles sur le climat ont besoin de financements. Le transfert de techniques et de technologies aux utilisateurs finaux à des fins d'adaptation a un coût qui est rarement abordé. Nous devons étudier la question de savoir qui doit supporter les coûts de l'apport technologique. Enfin, il a été noté que même si l'information présentée par les scientifiques aux responsables des orientations s'avère exacte, il en faut beaucoup plus pour convaincre ces derniers. La recherche n'est qu'une composante, et nous devons donc trouver les moyens de bien présenter l'information, afin de produire l'effet escompté.

## **5.2 Rapports des groupes thématiques.**

Les groupes thématiques ont été formés autour de 4 séries de questions :

- i. Les types de connaissances sur l'adaptation qui méritent le plus d'être partagées, et leurs différents niveaux :*
  - Les risques climatiques et les opportunités à différentes échelles temporelles (saisonnière, mensuelle) et spatiales (nationale, provinciale)
  - Options d'adaptation/ technologies pour les différents secteurs
  - Savoirs locaux
  - Informations sur les coûts d'adaptation
  - Résultats des études de vulnérabilité/d'impact
  - Politiques climatiques appropriées
  
- ii. Mécanismes actuels de partage de l'information sur les risques climatiques et adaptation au sein des différentes régions africaines et entre elles*
  - Ateliers/dialogues/forums sur les perspectives climatiques/ associations d'utilisateurs
  - Publications, p. ex., dans des revues, des synthèses, des brochure et dépliants, etc.
  - Communications nationales
  - Manifestations sur le terrain
  - Réseaux
  - Médias (électroniques et imprimés)
  - Manifestations en marge de la COP/journées internationales [semaine de l'eau]
  
- iii. Obstacles actuels au partage de connaissances*
  - Manque de structure institutionnelle adéquate pour le partage de connaissances aux niveaux national et régional. Il existe un manque de coordination sur les changements climatiques à l'échelon national, faute de dialogue entre les différents départements.

- Absence de sensibilisation et médiocrité de l'équipement communicationnel et de l'accessibilité des informations à partager.
- Mauvaise présentation de l'information à partager, y compris de l'information probabiliste.
- Capacité de vulgarisation limitée
- Faibles niveaux d'alphabétisation
- Coût onéreux et capacité limitée de traitement de l'information scientifique pour les médias

*iv. Déficiences de capacité à combler pour mieux éclairer les politiques :*

- Former des équipes interdisciplinaires pour partager l'information et harmoniser les actions
- Renforcer les formes de communication locales et participatives, telles que les radios communautaires, le théâtre etc. ;
- S'inspirer des projets sur le changement climatique au-delà du continent africain
- Miser sur le travail en cours dans les différentes communautés

### **5.3 Stratégie d'adaptation PNUD–FEM**

Mlle **Frankell-Reed** du PNUD a délivré une présentation sur la stratégie d'adaptation du PNUD-FEM. Il a été noté que le PNUD-FEM évalue le bien-fondé de chaque projet, ainsi que le rôle que doit y jouer le PNUD. Les PANA constituent une priorité pour le PNUD, dans la mesure où ils identifient les actions prioritaires pour les Pays les moins avancés – qui ont besoin de prendre des mesures d'urgence. En outre, Mlle Frankell-Reed a fait remarquer que l'Afrique n'a toujours pas utilisé le fonds PMA. L'Initiative *Adaptation Learning Framework [ALM]* approuvée en 2005 sera utile à toutes les agences onusiennes lors de l'élaboration de projets d'adaptation (pour plus amples informations, cliquer sur [www.undp.org/gef/adaptation](http://www.undp.org/gef/adaptation)). L'ALM contient les profils de tous les pays, avec un résumé de leurs Communications nationales et des PANA. Ces ressources utiles servent à orienter les acteurs du projet sur ce qu'ils doivent préparer.

### **5.4 Développement de la capacité de ACCA, partage de connaissances et recherche-action**

Les discussions ont permis au programme ACCA d'identifier certains des principaux domaines auxquels il devra travailler. Ceux-ci correspondent aux besoins identifiés par les participants au cours de l'atelier. En voici quelques résumés :

- **Action-recherche participative** : ACCA doit également voir au-delà des responsables des politiques publiques et intégrer le secteur privé. Il est aussi important que le programme vérifie ses hypothèses sur l'adaptation, afin d'éviter une mal-adaptation.
- **Partage des connaissances** : ces techniques correspondent à des domaines spécialisés, nécessitant l'intervention de groupes spécialisés qui doivent être identifiés et intégrés aux stratégies du Programme. La sensibilisation et l'encadrement du public sont des aspects essentiels du traitement des variations climatiques et doivent être mis en relief par ACCA.

- **Education et formation** : les décideurs et les groupes à risque doivent être éduqués et impliqués dans la recherche sur le changement climatique. La question des Africains de la Diaspora doit être étudiée, étant donné qu'ils constituent une importante ressource à exploiter pour favoriser l'adaptation aux variations du climat. Si le renforcement des capacités individuelles a été fortement accentué, ACCA doit aussi songer au renforcement des capacités des institutions de recherche, en termes financiers et administratifs, pour une gestion efficace de la recherche.

## 5.5 Fin de la première partie de l'atelier

Le Dr **Josué Dioné** a clôturé cette première partie, en exprimant toute sa joie et sa reconnaissance pour avoir été associé à cet événement majeur. Il a ajouté que les questions soulevées durant l'atelier relèvent désormais du domaine politique, au plus haut niveau en Afrique. Lors de la conférence des ministres des Finances, de la Planification et du Développement économique organisée par la CEA, ces derniers ont non seulement demandé à ce que la Commission commence à œuvrer pour des mesures appropriées de développement autour du problème climatologique, mais ils ont également donné mandat à leurs pays respectifs de s'atteler dès à présent à la question du changement climatique. Les ministres des Finances et de la Planification jouent un rôle clé dans l'inventaire des initiatives et leur traduction en politiques. Le Dr Dioné a en outre indiqué que la CEA était enthousiaste à l'idée d'un renforcement de ce partenariat émergent, visant à faciliter l'adaptation et le développement durable.

Le Professeur **Shem Wandiga** a remercié les participants de leur contribution. Il a évoqué le fait que l'interface science/politique reste un défi clé pour faire passer des messages cruciaux aux décideurs. Il a ajouté qu'ACCA va travailler étroitement avec ses partenaires pour comprendre les approches régionales et les appliquer dans son champ d'activités, dans le cadre d'un processus d'apprentissage partagé. Et aussi, que le programme est profondément ancré dans une approche d'apprentissage sur le tas, de manière à bénéficier aux groupes vulnérables.

Le Dr **Fatima Denton** a remercié les participants pour leur assistance et leur contribution. Elle a fait remarquer que le principal mantra de ACCA qui est le développement des capacités est intrinsèquement lié à l'élaboration de bonnes stratégies d'engagement auprès des parties prenantes, des chercheurs, des groupes vulnérables, des décideurs et des agents du développement. Elle a mis en relief l'importance de faire de l'adaptation le point d'entrée pour traiter de vieux problèmes de développement tels que l'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire. Le mandat d'ACCA est bien ancré dans les approches et méthodes participatives, en fournissant l'espace qui permettrait aux agents du changement locaux de renforcer, d'améliorer et de maintenir leurs capacités. La recherche et le savoir sont d'importants vecteurs que l'on pourrait emprunter pour canaliser de nouvelles informations et données, afin de développer des pratiques d'adaptation efficaces. Elle a répété que l'action locale en elle-même ne suffit pas, dans la mesure où l'adaptation est une stratégie à long terme. Il est tout aussi important de rallier le soutien à l'échelon national, où les principaux décideurs se réunissent en grand nombre pour développer des réflexes pour l'adaptation climatique. Elle a ajouté que l'action aux niveaux local et régional doit être complémentaire et aussi, que le développement durable est fortement ancré dans le choix d'une trajectoire pour l'Afrique qui ne créerait pas d'effets de silos entre environnement et développement, mais les considère comme des composantes fondamentales du processus de croissance et de sécurité humaine.

## Deuxième partie

La deuxième partie de l'atelier qui a duré 2 jours était consacrée au renforcement des capacités des porteurs de projets actuels du programme ACCA.

### **4 QUATRIEME JOUR**

---

Le quatrième jour de l'atelier a examiné la Gestion des Connaissances et la Communication du Risque. Le but était (a) de partager les plans initiaux du programme ACCA pour le partage de connaissances, (b) de partager l'expérience pratique des participants dans différents domaines de partage des connaissances et (c) d'offrir aux participants l'occasion d'identifier leurs besoins et priorités en matière de partage de connaissances.

#### **5.1 Aperçu du document-cadre de partage de connaissances du programme ACCA**

La communauté de chercheurs sur le changement climatique est décomposée en sous-groupes qui ont peu de liens entre eux et ne partagent pas suffisamment leurs connaissances, compréhension et approches. De plus, leurs programmes doivent être orientés vers les besoins des groupes 'à risque' et des responsables des politiques. En élaborant une approche fondée sur la demande, le programme ACCA facilite les flux de connaissances sur l'adaptation aux changements climatiques générées par la recherche ou les processus de recherche, pour le bien des populations démunies en milieu rural comme urbain, afin qu'elles puissent conjuguer ces connaissances à leurs expériences et ainsi, s'adapter efficacement aux variations du climat.

A cet égard, le plan initial d'ACCA pour le partage de connaissances a été présenté aux promoteurs du projet. Le plan aborde quatre questions importantes : Le partage de connaissances avec qui ? Le partage de connaissances pourquoi ? Le partage de connaissances comment ? Quels processus de partage de connaissances adopter ?

En ce qui concerne la question « le partage des connaissances avec qui ? », ACCA s'attend à ce que ce soit non seulement entre les chercheurs et les décideurs, mais aussi, avec les groupes vulnérables et les partenaires au développement. Le partage de connaissances devrait impliquer un apprentissage mutuel entre ces acteurs multiples, reconnaissant que chacun a des besoins différents, des façons différentes d'accéder aux connaissances, et des connaissances à offrir. S'agissant de la question « le partage des connaissances pourquoi ? », le plan indique que les connaissances générées par la recherche doivent bénéficier aux couches les plus vulnérables de l'Afrique et que, par conséquent, l'accent doit être mis sur la participation active de tous les partenaires pour appuyer l'utilisation pratique des connaissances : en outre, les connaissances générées par la recherche devraient contribuer à promouvoir l'ensemble des quatre objectifs de ACCA mais surtout, un apprentissage commun et des politiques éclairées.



En ce qui a trait à la question « le partage de connaissances comment ? », ACCA appuiera une large gamme d'activités de communication et de réseautage. Des plans sont en cours pour amener les partenaires à élaborer un mécanisme de communication continue, indépendant de projets spécifiques de recherche et de développement mais imbriqué dans le tissu des organisations de base et organisations partenaires, ce qui répondrait mieux aux besoins des communautés africaines 'à risque', des décideurs et des chercheurs africains, ainsi que des autres partenaires au développement. Sur la question du processus de partage des connaissances, le plan met l'accent sur les méthodologies de Recherche-action participative qui peuvent constituer une plate-forme de partage et pourraient aboutir à la création de réseaux de partage de connaissances. Le plan indique par ailleurs que le partage de connaissances de ACCA devrait s'étendre à d'autres parties prenantes et donateurs extérieurs, tels que le DFID, pour renforcer leur compréhension des lacunes de capacité et de connaissances existantes et orienter leur programmation. Il devrait en outre éclairer le processus de Suivi et Evaluation de ACCA.

Les participants ont formulé les commentaires et les questions suivantes :

- Comment mettre en place des mécanismes de médiation pour des informations contradictoires ? Le conflit entre différentes formes de connaissances locales, et entre celles-ci et les connaissances scientifiques, peut constituer un obstacle à la compréhension et l'apprentissage mutuels, ainsi qu'à la prise de décision.
- Les rapports de pouvoir sont des questions qu'il faut traiter. Il convient de promouvoir des relations de type horizontal plutôt que vertical, dans la mesure où elles renforcent les rapports de pouvoir existants. Les interventions ne doivent pas renforcer les aspects indésirables de ces rapports. Il doit y avoir des moyens d'assurer l'égalité des chances, pour que les groupes à risque et les communautés locales aient leur mot à dire sur les décisions, les interventions et les actions. L'implication des communautés locales reste insuffisante, malgré les nombreuses discussions sur la recherche participative et les approches de la base au sommet.
- Il est important de présenter l'information de manière utile, facile à comprendre et respectueuse. Cette démarche nécessitera des processus de formation et de renforcement des capacités pour que les partenaires soient mieux à même de véhiculer et de recevoir des informations.
- De plus, il faut partager les résultats avec ceux qui ont fourni les informations, ce qui n'est souvent pas le cas, et il est fréquent que les communautés servent de laboratoires pour tester les hypothèses de recherche, sans que l'on cherche à y retourner pour valider les données collectées.
- LE PROGRAMME ACCA peut jouer un rôle essentiel en soutenant la formation des chercheurs, des décideurs et des communautés vulnérables pour le partage de connaissances mais aussi – chose capitale – en créant des opportunités.

## **5.2 Communication participative dans le cadre de la recherche-action participative**

Ayant noté que le partage de connaissances au sein des projets ACCA et entre eux serait ancré dans la recherche-action participative, Tom Mitchell de l'Institute of Development Studies a délivré une présentation sur le thème communication participative et recherche-action participative. Les principaux points de la présentation étaient les suivants :

- La communication dans le cadre de la recherche-action participative requiert des courtiers du savoir capables de négocier l'interface entre savoirs indigènes et savoirs experts.
- La communication avec les groupes à risque comporte de nombreux défis. Il est en outre important de reconnaître qu'il existe au sein des communautés et entre elles des différences qu'il faut prendre en considération dans la conception des stratégies de communication.
- Il existe de nombreux moyens pour communiquer avec les groupes à risque, par exemple des foires aux connaissances, des conférences, des caravanes du savoir, des vidéos communautaires/participatives, des messages textuels, et cetera, autant de méthodes qui ont chacune ses forces.
- En revanche, la communication avec les décideurs requiert des informations condensées, crédibles et digestes, qui doivent cibler des moments opportuns, par exemple les périodes électorales, puisque ce sont les moments où des mesures peuvent être prises.
- Il est également important de reconnaître les différents besoins des décideurs à différents échelons (local, national, régional et international).
- Il faut recourir autant que possible à l'apprentissage par l'expérience (p. ex., visites sur les sites de projets).

## **5.3 Renforcement de la communication au sein des projets.**

Les participants ont été scindés en quatre groupes régionaux (Afrique de l'Est, de l'Ouest/Centrale, du Sud et du Nord), et ont discuté des points suivants : 1, comment les promoteurs du projet envisagent de communiquer avec les partenaires dans le cadre des projets de recherche-action proposés et 2, identification de compétences et de domaines de connaissances qu'ils aimeraient renforcer, pour assurer la réussite de la communication avec les partenaires du projet. Chaque groupe a identifié des compétences/connaissances clés qui lui semblaient devoir être renforcées. Voici quelques exemples de besoins essentiels identifiés par les groupes :

- Renforcement de la communication directe entre les communautés et les décideurs
- Capacité à élaborer des messages concis et clairs
- Renforcement des mécanismes de rétroinformation entre eux, en tant que chercheurs, et les communautés vulnérables avec lesquelles ils ont travaillé.
- Capacité d'identifier quelques décideurs engagés et de les impliquer dans leurs recherches. Capacité de renforcer les liens avec les points focaux nationaux sur le changement climatique.

## 5.4 Réseaux d'échanges de connaissances

La question majeure abordée dans cette session était la suivante : « Que faut-il pour un réseau de partage de connaissances efficace ? » La session était en partie double : une présentation de Tom Mitchell basée sur son expérience avec le projet Linking Climate Adaptation Network (LCA), et des petits groupes de discussion. La présentation a fait valoir les points suivants :

- Il est important que le réseau soit actif plutôt que d'être une simple bibliothèque d'activités.
- Il existe de nombreuses sources de connaissances et d'informations mais le plus important, c'est la crédibilité de la source d'information et la compréhension de ce qu'est la crédibilité pour des auditoires différents.
- Bâtir la confiance est un aspect crucial qui a des implications en termes de temps, de finances et d'autres ressources. La recherche-action participative est une stratégie possible pour bâtir la confiance entre les différents groupes.
- Message et messenger revêtent une importance égale. Il est important d'identifier des leaders capables de véhiculer le message.
- Il faut mettre l'accent sur les connaissances expérientielles et les exemples, tels que la pratique et les démonstrations.
- Il est important de mettre en commun les informations. Actuellement, l'essentiel des informations est éparpillé dans les régions, les différents thèmes, etc. leur mise en commun peut les faire paraître exclusives, mais cela ne devrait pas être forcément le cas.
- Une bonne information pourrait attirer la participation de personnes en dehors de la communauté de chercheurs, comme illustré par le projet LCA qui ambitionnait d'atteindre les chercheurs travaillant sur l'adaptation, mais a finalement attiré de nombreux praticiens du développement.
- L'établissement de réseaux virtuels uniquement pourrait restreindre le nombre de bénéficiaires potentiels, d'où l'importance d'interactions face à face.
- Il est important d'établir la carte des réseaux existants à utiliser pour déterminer le champ des initiatives à mener.
- Il existe une possibilité qui se présente comme une plate-forme entre les projets financés par ACCA, laquelle pourrait se servir d'une liste de diffusion pour envoyer des mises à jour aux membres et faire le suivi des progrès. Tous les membres de l'équipe du projet, ainsi que tous ceux qui ont des idées intéressantes à apporter au réseau, devraient y être impliqués.

## 5 CINQUIEME JOUR

---

### 5.1 Analyse de genre et recherche-action participative

Le cinquième jour de l'atelier était consacré à l'exploration des divers outils et méthodes de recherche sur l'adaptation. Mme **Ritu Verma** a commencé par un instantané des dimensions genre qu'on devrait prendre en considération dans la recherche sur l'adaptation au changement climatique. Sa présentation a également mis en relief la différence entre prise en compte du genre et analyse des sexospécificités, et le développement de l'analyse des sexospécificités avec le temps, depuis la décennie 1970 à nos jours. Les questions à prendre en considération en menant cette analyse incluent les nombreuses différences de rôles et responsabilités, la division du travail, l'accès différencié aux ressources et le contrôle de celles-ci, la vulnérabilité, le risque et la prise de décision, non seulement entre hommes et femmes mais aussi, à l'intérieur des groupes de sexes. Les autres questions ci-après ont été portées à l'attention :

- Il convient d'examiner en détail les relations au sein des ménages et entre eux, pour l'identification de capacités adaptatives et des moyens de les renforcer.
- Il est important d'établir un lien entre les forces plus générales et les dynamiques locales, telles que les relations politiques, économiques, historiques, culturelles et sociales qui déterminent les négociations des sexes portant sur les ressources.
- Les diverses méthodes, qualitatives et quantitatives, qui peuvent être appliquées pour effectuer l'analyse des sexospécificités.
- La recherche sur le genre et l'adaptation aux changements climatiques devrait envisager l'étude de domaines tels que les systèmes autochtones, l'autonomisation, l'équité, les droits, dans le cadre du programme sur le développement et le changement climatique.

Il a été conclu que tous les promoteurs du projet ACCA auraient besoin de renforcement en ce qui concerne les aspects liés au genre ; qu'un groupe de travail sur le genre doit être formé avec des chercheurs africains de premier plan sur le genre. En outre, le développement d'un guide de ressources sur les dimensions sexospécifiques de l'adaptation aux changements climatiques a été proposé, en guise de contribution d'ACCA dans ce domaine.

Une présentation de Stephen Tyler sur la recherche-action participative a fait ressortir les thèmes de recherche et approches susceptibles d'être utilisés pour la recherche sur l'adaptation au changement climatique. Certaines de ces approches incluaient des prévisions d'impacts, la vulnérabilité, les catastrophes, les moyens d'existence durables et l'apprentissage social. La recherche-action participative s'entend de l'apprentissage par l'expérience, dans laquelle la recherche est structurée de telle sorte que toutes les parties prenantes puissent apprendre. Dans ce paradigme, les chercheurs sont réorientés dans le rôle de facilitateurs de l'apprentissage mutuel par l'expérience, et il est possible que tous les acteurs

impliqués dans le processus reconnaissent comment l'innovation peut les amener à changer de comportements.

A l'issue des deux présentations, les participants ont été divisés en groupes de langue, avec des instructions pour un jeu de rôles visant à faire ressortir certains des défis souvent rencontrés dans les projets ayant des approches genre et participation communautaire peu pertinentes. Le jeu de rôles a réitéré la nécessité pour le processus d'apporter différents points de vue pour être validés, reconnaissant l'existence, dans chaque société, de groupes socialement différenciés et la nécessité d'impliquer les chefs locaux, les ONG et les agents du développement, dès la conceptualisation du projet. Il a été également constaté que le temps prévu pour une réunion de planification du projet doit être déterminé avec soin, pour s'assurer la participation effective de l'ensemble des groupes sociaux. Par exemple, pour certains groupes, les jours de marché pourraient ne pas convenir. Il serait bon par ailleurs d'étudier la possibilité que les projets modifient les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes, de façon positive ou négative.

## 5.2 Cartographie des incidences

M. **Kevin Kelpin** a exploré avec les participants la Cartographie des incidences en tant que stratégie de suivi et évaluation qu'ils pourraient utiliser dans leurs projets, parmi d'autres. Cette stratégie met l'accent sur les processus, les résultats et les changements de comportement plutôt que sur les extrants. Il a été noté que le suivi doit être utile, abordable, nécessiter peu de travail et être facile à comprendre, en commençant par ce qu'il faut savoir plutôt que de collecter tout un tas d'informations sans aucune pertinence. Les plans d'évaluation sont importants pour déterminer à quel moment l'on aura besoin de certaines informations dans un projet. Il a été indiqué qu'ACCA soutiendra au départ les partenaires du projet, mais que d'autres organisations dotées d'expertise en matière de suivi-évaluation viendront à bord pour aider les projets financés par le Programme.

## 5.3 Clôture de l'atelier

L'atelier a été clôturé par le Dr **Fatima Denton**, Chef d'équipe de ACCA. Elle a remercié les participants d'avoir contribué à rendre l'atelier fructueux et a réitéré la vision d'ACCA que seul le plein appui des partenaires du projet permettra de réaliser. Elle a indiqué par ailleurs que ACCA est un programme nouveau, donc évolutif, et que compte tenu du rôle du renforcement des capacités dans le mandat du programme, d'autres activités de renforcement des capacités seront mises en œuvre pour appuyer les partenaires du projet dans leurs recherches.

## PROGRAMME

### PREMIER JOUR : LUNDI 16 AVRIL

HORAIRE	ACTIVITES	FACILITATEURS
<b>SESSION INAUGURALE</b>		
8 h 30 – 9 h 00	Inscriptions	CEA et ACCA
09 h 00 – 10 h 15	Introductions	<b>Josué Dioné</b> , Directeur, Division de la Sécurité alimentaire et du Développement durable, CEA
	Allocution de bienvenue	<b>Abdoulie Janneh</b> , Secrétaire exécutif, CEA
	Remarques au nom du CRDI	<b>Gilles Forget</b> , Directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, CRDI
	Remarques	<b>Shem Wandiga</b> , Président, Conseil consultatif ACCA
	Remarques	<b>Fatima Denton</b> , Chef de programme ACCA
	Discours d'ouverture	<b>S.E. Yves Boulanger</b> , Ambassadeur du Canada en Ethiopie <b>S.E. Dr Aberra Deressa</b> , Ministre d'Etat chargé de l'Agriculture, Ethiopie
10 h 15 – 10 h 30	<b>Pause thé/café</b>	
<b>SESSION PLENIERE 1 : LIEN ENTRE CHANGEMENT CLIMATIQUE, PAUVRETE ET DEVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE (PRESIDENT : GILLES FORGET)</b>		
<p>LE PROGRAMME ACCA cherche à traiter plusieurs écarts et déconnexions entre science et politique, en partant de son principal point d'observation qui est la recherche et le transfert de connaissances. Cette session offre aux chercheurs l'occasion d'avoir des interactions avec des décideurs et des ministères spécialisés, sur les moyens par lesquels les stratégies d'adaptation sont intégrées dans les plans et politiques de développement.</p>		
10 h 30 – 10 h 50	Mécanismes de partage des connaissances et de communication du risque dans l'adaptation au changement climatique	<b>Foday Bojang</b> , Commission de l'Union africaine
10 h 50 – 11 h 10	Adaptation au changement climatique, gestion des ressources en eau et préservation de la sécurité alimentaire, plus implications régionales	<b>Mohammed El Mourid</b> , Centre international de recherches agricoles dans les régions sèches (ICARDA), Tunisie.
11 h 10 – 11 h 30	Interlude/ questions brûlantes	<b>PRESIDENT</b>

	Intégration du changement climatique dans les politiques régionales - opportunités et contraintes	<b>Youba Sokona</b> , OSS Sahel, Tunisie (Présenté par le Dr Njeri Wamokunye)
11 h 30 –13. h 00	Discussion à l'initiative des décideurs	<b>Anthony Nyong</b> , ACCA
13 h 00 –14 h 00	<b>Déjeuner</b>	
<b>SESSION PLENIERE 2 : PRESENTATION DES PROJETS DE ACCA SUR LES RESSOURCES EN EAU, LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LE BIEN-ETRE (PRESIDENT : SHEM WANDIGA)</b>		
LE PROGRAMME ACCA portera l'accent sur la nécessité de mettre en commun les ressources et de faire des choix éclairés, en tant que moyen de gérer les risques climatiques et de répartir les bénéfices et coûts y associés. L'on se servira d'exemples tirés des premiers projets soutenus par le programme pour mettre en exergue le besoin de stratégies d'adaptation régionales en Afrique ainsi que de produits appropriés qui répondront aux stratégies nationales et régionales.		
14 h 00 – 14 h 15	Renforcement des capacités des paysans à réduire l'impact du changement climatique sur la productivité agricole pour garantir la sécurité alimentaire et atténuer la pauvreté au Bénin	<b>Kolawole Saïd Hounkpnou</b> Initiatives pour un Développement Intégré et Durable (IDID_ONG), (Bénin)
14 h 15 – 14 h 30	Gestion des risques climatiques pour le développement de l'agriculture et des ressources en eau en Afrique du Sud : Quantifier les coûts, bénéfices et risques associés aux alternatives de planification et de gestion	<b>Daniel Barend Louw</b> University of the Free State (UOVS) Department of Agricultural Economics University of the Free State, South Africa
14 h 30 – 14 h 45	Questions brûlantes	<b>PRESIDENT</b>
14 h 45 –15 h 00	Mécanismes d'adaptation au changement climatique pour les communautés rurales dans deux écosystèmes opposés du Maroc	<b>Abdelouahid Chriyaa</b> , Centre Aridoculture, Institut National de la Recherche Agronomique Maroc
15 h 00 –15 h 15	Transposition du modèle prédictif d'épidémies de paludisme aux utilisateurs finals en Afrique de l'Est	<b>Andrew Githeko</b> Climate and Human Health Research Unit, Kenya Medical Research Institute, Kenya
15 h 15 –15 h 30	Questions brûlantes	<b>PRESIDENT</b>
15 h 30 –15 h 45	<b>Pause thé/café</b>	
15 h 45 –16 h 45	Discussion à l'initiative des	<b>Guy Jobbins</b> , ACCA

	décideurs	
16 h 45 –17 h 00	Synthèse	<b>Gilles Forget, CRDI</b>
17 h 00 –19 h 00	Affichage de posters et réception	<b>CEA/ACCA</b>



## DEUXIEME JOUR : MARDI 17 AVRIL

HORAIRE	ACTIVITES	FACILITATEURS
<b>SESSION PLENIERE 3 : VERS UNE COOPERATION REGIONALE ACCRUE POUR FAIRE FACE AUX DEFIS D'ADAPTATION COMMUNS : JOSUÉ DIONÉ</b>		
9 h 00 – 9 h 15	Récap Premier jour ; aperçu Deuxième jour	<b>Anthony Nyong</b>
9 h 15 – 10 h 30	Discussion interactive d'experts sur certains aspects de la coopération régionale : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sécurité alimentaire (<b>Hamdou</b>, CEA)</li> <li>• Ressources en eau (<b>Audace Ndayezeye</b>, Initiative Bassin du Nil)</li> <li>• Dégradation des sols (<b>Al Hamndou Dorsouma</b>, OSS)</li> <li>• Politique énergétique et dimensions régionales (<b>Jean Philippe Thomas</b>, ENDA)</li> <li>• Initiative régionale pour développer l'adaptation climatique pour l'Afrique de l'Ouest (<b>Issa Martin Bikienga</b>, CILSS)</li> <li>• Les moyens d'existence (<b>Isabelle Masinde</b>, CLOUT)</li> </ul>	<b>Fatima Denton</b>
10 h 30 – 10 h 45	<b>Pause thé/café</b>	
10 h 45 – 11 h 00	Organisation des groupes thématiques	<b>Nathalie Beaulieu</b> , ACCA
<b>11 h 00 – 13 h 00</b>	<b>REUNION EN PETIT GROUPE 1 : VERS UNE COOPERATION REGIONALE ACCRUE POUR FAIRE FACE AUX DEFIS D'ADAPTATION COMMUNS : OPPORTUNITES ET CONTRAINTES</b>	
<p>Les différentes régions d'Afrique ont en partage de nombreux défis face aux impacts attendus du changement climatique. Cette session se veut être un forum de partage d'informations sur les priorités et préoccupations relatives à l'adaptation dans chaque région ; elle cherche aussi à identifier des points de défis et d'opportunités communs, ainsi que des initiatives existantes qui pourraient servir de base à une collaboration meilleure à l'intérieur des régions et entre elles. Prenant les exemples de la gestion des ressources en eau et de la sécurité alimentaire comme secteurs clés ou les politiques doivent être harmonisées et les connaissances partagées, les groupes vont se séparer en trois groupes régionaux (Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest et du Centre, Afrique de l'Est et Afrique australe) pour discuter des points suivants et revenir en plénière avec les résultats de leurs discussions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Quelles sont les institutions régionales clés qui travaillent sur les questions liées à l'adaptation au changement climatique et comment peut-on améliorer leurs capacités ?</li> <li>• De quels modèles existants de politiques régionales réussies pouvons-nous tirer des</li> </ul>		

leçons pour nous adapter aux problèmes de changement climatique en Afrique ?		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Quelles priorités essentielles doivent être identifiées et quelles mesures doivent être prises pour promouvoir la coopération interrégionale sur les défis communs d'adaptation au changement climatique ?</li> <li>• Quelles mesures concrètes faut-il prendre pour mettre en œuvre un cadre d'adaptation régionale et comment prioriser ces actions ? (c à d, élaborer un plan d'action)</li> </ul>		
13 h 00 – 14 h 00	Pause déjeuner	
<b>SESSION PLENIERE 4 : RAPPORTS DES GROUPES THEMATIQUES : PRESIDENT – CHRIS LANDSBERG, CENTRE FOR POLICY STUDIES</b>		
14 h 00 – 14 h 30	Présentations des groupes thématiques régionaux	<b>Rapporteurs</b>
14 h 30 – 15 h 30	Discussions plénières et questions	<b>PRESIDENT</b>
15 h.30 – 16 h 00	<b>Pause thé et café</b>	
16 h 00 – 17 h 00	Réponses d'ACCA et des institutions régionales clés	<b>PRESIDENT</b>
17 h 00 – 17 h 15	Synthèse	<b>J.C. Nkomo, ACCA</b>

## TROISIEME JOUR : MERCREDI 18 AVRIL

HORAIRE	ACTIVITES	FACILITATEURS
<b>SESSION PLENIERE 5 : PARTAGE DE CONNAISSANCES SUR LES RISQUES CLIMATIQUES ET OPTIONS D'ADAPTATION : PRESIDENTE – MADELEINE THOMSON,</b>		
9 h 00 – 9 h 15	Récap Deuxième jour, aperçu activités du jour	<b>Nathalie Beaulieu</b>
9 h 15 – 9 h 30	Cadrage de la question	<b>Laban Ogallo</b>
9 h 30 – 10 h 30	Discussions interactives des décideurs et des chercheurs sur les mécanismes de transfert de connaissances et les stratégies de communication des risques.	<b>PRESIDENT</b>
10 h 30 – 10 h 45	<b>Pause thé/café</b>	
10 h 45 – 11 h 00	Organisation de groupes thématiques	<b>Mary O'Neill, ACCA</b>
<b>11 h 00 – 13 h 00 : REUNION EN PETIT GROUPE 2 : PARTAGE DE CONNAISSANCES SUR LES RISQUES CLIMATIQUES ET OPTIONS D'ADAPTATION</b>		
<p>La production et l'utilisation de meilleures connaissances sur les risques climatiques ainsi que des stratégies d'adaptation réussies sont importants pour réduire la vulnérabilité. Outre l'appui à la recherche sur l'adaptation, ACCA envisage de soutenir le partage accru de connaissances régionales sur l'adaptation (y compris les vulnérabilités, les risques, les connaissances communautaires et des exemples de bonnes pratiques). Le programme ambitionne de faciliter la mise en commun des informations, et de renforcer les capacités de collecte de données ainsi que d'analyse politique. Dans cette session, nous invitons trois groupes thématiques régionaux (Afrique du Nord, Afrique de l'Est et australe, Afrique de l'Ouest et Centrale) à faire connaître leurs opinions sur les priorités et les opportunités qui se présentent pour un meilleur partage de connaissances en Afrique, en prenant les exemples concrets de la sécurité alimentaire et de la gestion des ressources en eau.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Quels types de connaissances et d'adaptation avons-nous le plus besoin de partager, et à quels niveaux (local, national, régional, continental) ?</li> <li>• Quels sont les présents obstacles à ce partage d'informations ?</li> <li>• Quels sont les mécanismes existants actuellement pour le partage d'informations sur les risques climatiques et les options d'adaptation dans votre région, et avec d'autres régions d'Afrique ?</li> <li>• Avec quelle efficacité servent-ils les politiques régionales sur l'adaptation au changement climatique ? Quelles capacités ou autres lacunes doit-on traiter pour les rendre plus efficaces pour éclairer les politiques ?</li> <li>• Recommandez un plan d'action – proposez des mesures pouvant être prises pour renforcer et s'appuyer sur les mécanismes existants, afin de réduire les risques climatiques et de partager les connaissances sur les options d'adaptation.</li> </ul>		
13 h 00 – 14 h 00	<b>Déjeuner</b>	

<b>SESSION PLENIERE 6 : RAPPORTS DES GROUPES THEMATIQUES (SAMI MOUSSA)</b>		
14 h 00 –14 h 30	Présentations des résultats des groupes	<b>Rapporteurs</b>
14 h 30 –15 h 30	Discussion plénière et questions	<b>Nathalie Beaulieu</b>
15 h 30 –15 h 45	<b>Pause thé/café</b>	
15 h 45-16 h 15	Outils de vérification de l'adaptation	<b>Jennifer Frankel-Reed, PNUD</b>
16 h 15 –17 h 00	Présentation par ACCA de plans pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le développement des capacités (<b>J.C. Nkomo</b>)</li> <li>• Le partage des connaissances (<b>Mary O'Neill/ Nathalie Beaulieu</b>)</li> <li>• La recherche-action (<b>Guy Jobbins</b>)</li> </ul>	
17 h 00-17 h 30	Synthèse et évaluation de la Première partie de l'atelier	<b>Fatima Denton</b>
18 h 00	Dîner offert par l'atelier	<b>CEA</b>

## DEUXIEME PARTIE : SÉANCE A HUIS CLOS POUR LES PROMOTEURS DU PROJET ACCA

### QUATRIEME JOUR : MARDI 19 AVRIL

HORAIRE	ACTIVITES	FACILLITATEURS
9 h 00 – 9 h 15	Mots de bienvenue et aperçu général de la Deuxième partie de l'atelier	Fatima Denton
<b>AMELIORER NOS CONNAISSANCES DANS LE DOMAINE DU PARTAGE DES CONNAISSANCES</b>		
9 h 15 – 9 h 30	Buts et objectifs du Quatrième jour	Mary O'Neill / Nathalie Beulieu
10 h 30 – 9 h 45	Aperçu du document cadre d'ACCA pour le partage de connaissances	Mary O'Neill
9 h 45 – 10 h 00	Questions brûlantes	Mary O'Neill / Nathalie Beulieu
10 h 00 – 10 h 15	PAUSE	
10 h 15 – 10 h 45	Thème 1 : Communications participative dans la Recherche-action	Tom Mitchell
10 h 45 – 11 h 45	<b>REUNION EN PETIT GROUPE 1 : RENFORCER NOS COMMUNICATIONS AU SEIN DES PROJETS</b>	
<p>La recherche-action, telle que soutenue par ACCA, est un processus « d'apprentissage par la pratique » du partage d'expériences et de l'essai chez les parties prenantes. Des communications effectives et participatives sont partie intrinsèque du processus de recherche-action. Dans quatre groupes thématiques régionaux, les participants partageront des exemples concrets de la façon dont ils envisagent, dans le cadre de leurs propositions de projets de recherche, de communiquer avec leurs partenaires de recherche, y compris les décideurs et les communautés affectées. Ils feront un compte rendu sur les domaines de compétences et de connaissances qu'ils voudraient renforcer dans leurs communications avec les partenaires du projet.</p>		
11 h 45 – 12 h 45	Comptes-rendus : 10 minutes par groupe	Rapporteurs
12 h 45 – 13 h 45	<b>DEJEUNER</b>	
13 h 45 – 14 h 15	Thème 2 : Réseaux d'échanges de connaissances : Leçons du PLA et du LCA	Tom Mitchell
14 h 15 – 15 h 00	<b>REUNION EN PETIT GROUPE 2 : QUE FAUT-IL POUR UN RESEAU DE PARTAGE DE CONNAISSANCES EFFICACE ?</b>	

Les réseaux d'échanges de connaissances peuvent offrir l'occasion de tirer des enseignements des défis communs et d'y réfléchir avec d'autres. Une telle démarche peut améliorer la pratique, notamment dans les domaines novateurs tels que la recherche-action et l'apprentissage adaptatif. De plus, les réseaux peuvent servir à éclairer les politiques et les pratiques, en reliant les chercheurs à un plus vaste pool d'utilisateurs de la recherche. Dans quatre groupes thématiques régionaux, les participants vont partager des exemples de réseaux de partage de connaissances dont ils ont bénéficié, et identifier des éléments clés d'un réseau efficace.

15 h 00 – 15 h 15	Pause thé	
15 h 15 – 16 h 15	Comptes-rendus : 10 minutes par groupe	<b>Rapporteurs</b>
16 h 15 – 16 h 45	Discussion plénière	<b>Anthony Nyong</b>
16 h 45 – 17 h 00	Ce que nous avons entendu et ce que cela signifie pour ACCA	<b>Fatima Denton</b>

## CINQUIEME JOUR : VENDREDI 20 AVRIL

HORAIRE	ACTIVITES	FACILITATEURS
9 h 00 – 9 h 15	Mots de bienvenue et examen du programme de la journée	<b>Stephen Tyler</b>
9 h 15 – 9 h 45	Recherche sur la vulnérabilité et l'adaptation : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Différentes approches de la recherche</li> <li>- Méthodes convenant à différentes approches</li> </ul> Recherche-action participative : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Qu'en pense ACCA ?</li> <li>Quelles sont les implications pour les chercheurs ?</li> <li>Les défis sur le terrain ?</li> </ul>	<b>Fatima Denton</b>
9 h 45 – 10 h 15	Analyse des sexospécificités	<b>Ritu Verma</b>
10 h 45 – 11 h 00	<b>Pause café</b>	
12 h 30– 13 h 00	Discussion en petits groupes Deux groupes : français et anglais	<b>Stephen Tyler</b> <b>Ritu Verma</b> <b>Guy Jobbins</b> <b>Nathalie Beaulieu</b>
13 h 00 – 14 h 00	<b>DEJEUNER</b>	
14 h 00 – 15 h 00	Réflexion évaluative pour la recherche sur le développement: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Quelle est l'approche générale d'ACCA ?</li> <li>- Implications pour les équipes de recherche?</li> </ul>	<b>Kevin Kelpin</b>

15 h 00 – 15 h 30	Questions / Discussions	<b>Kelvin Keplin / Stephen Tyler</b>
15 h 30 – 16 h 00	<b>Pause thé/café</b>	
16 h 00 – 16 h 30	Questions / thèmes restants des équipes de chercheurs	<b>Kevin Kelpin / Stephen Tyler</b>
16 h 30 – 17 h 00	Synthèse – Message à emporter pour ACCA	<b>Guy Jobbins Fatima Denton</b>

## LISTE DES PARTICIPANTS

<b>Name</b>	<b>Title</b>	<b>Institution</b>	<b>E-mail</b>
<b>Habtamu Admassu</b>	Research Agronomist	Ethiopian Institute of Agriculture and Research	<a href="mailto:habtamu.admassu@gmail.com">habtamu.admassu@gmail.com</a>
<b>Sewit Assefaw</b>	Intern	UNEP	<a href="mailto:sassefaw@uneca.org">sassefaw@uneca.org</a>
<b>Mathieu Badolo</b>	Expert Coordonateur	Centre Régional AGHRYMET	<a href="mailto:M.Badolo@agrhytmet.ne">M.Badolo@agrhytmet.ne</a>
<b>Nathalie Beaulieu</b>	Specialiste Administratrice de Programme	IDRC/CCAA	<a href="mailto:nbeaulieu@idrc.org.sn">nbeaulieu@idrc.org.sn</a>
<b>Issa Martin Bikienga</b>	Secrétaire Exécutif Adjoint du CILSS	CILSS	<a href="mailto:issa.bikienga@cilss.bf">issa.bikienga@cilss.bf</a>
<b>Foday Bojang</b>	Head of the Division of Environment and Natural Resources	African Union Commission	<a href="mailto:bojangF@africa-union.org">bojangF@africa-union.org</a>
<b>Annie Bonnin Roncerel</b>	Senior Programme Coordinator	United Nations Institute for Training and Research Climate Change Programme (CCP) UNITAR	<a href="mailto:annie.roncerel@unitar.org">annie.roncerel@unitar.org</a>
<b>Abdelouahid Chriyaa</b>	Chercheur, Coordonateur de projet	Institut National de la Recherche Agronomique (Maroc)	<a href="mailto:chriyaa@gmail.com">chriyaa@gmail.com</a>
<b>Marjolaine Cote</b>	Research Officer	IDRC/CCAA	<a href="mailto:mcote@idrc.ca">mcote@idrc.ca</a>
<b>Fatima Denton</b>	Teal Leader	IDRC/CCAA	<a href="mailto:fdenton@idrc.org.sn">fdenton@idrc.org.sn</a>
<b>Birama Diarra</b>	Chef Division Recherche et Développement	Direction Nationale de la météorologie, Mali	<a href="mailto:biramadia@yahoo.fr">biramadia@yahoo.fr</a>
<b>Khassim Dieye</b>	Chef de la division Gestion des Ressources Naturelles et des Systèmes de Production	Institut du Sahel (INSAH)	<a href="mailto:dieye@insah.org">dieye@insah.org</a>
<b>Josué Dioné</b>	Director SDD	UNECA	<a href="mailto:JDione@uneca.org">JDione@uneca.org</a>
<b>Bamba Diop</b>	Environmentalist	African Development Bank (AFDB)	<a href="mailto:A.Diop@Afdb.org">A.Diop@Afdb.org</a>



<b>Al - Hamndou Dorsouma</b>	Environmentalist	OSS Sahel, Tunisia	<a href="mailto:dorsouma.alhamandou@oss.org.tn">dorsouma.alhamandou@oss.org.tn</a>
<b>Fatima Driouech</b>	Ingénieur, Chef Service études Climatiques	Direction de la Météorologie Nationale	<a href="mailto:driouechfatima@yahoo.fr">driouechfatima@yahoo.fr</a>
<b>Amanda Driver</b>	Deputy Director	Bioregional Policy and Monitoring South African National Biodiversity Institute	<a href="mailto:driver@sanbi.org">driver@sanbi.org</a>
<b>Mohammed El Mourid</b>	Coordinator, North Africa Regional Program	International Center for Agricultural Research in the Dry Areas (ICARDA), Tunisia)	<a href="mailto:secretariat@icarda.org.tn">secretariat@icarda.org.tn</a>
<b>Gilles Forget</b>	Directeur Régional BRACO/CRDI	CRDI	<a href="mailto:gforget@idrc.org.sn">gforget@idrc.org.sn</a>
<b>Jennifer Frankel-Reed</b>	Adaptation consultant	UNDP-GEF	<a href="mailto:Jennifer.frankel-reed@undp.org">Jennifer.frankel-reed@undp.org</a>
<b>Martin Gbafolo</b>	Directeur du Département des Ressources en Eaux et de l'Environnement	Commission du bassin du lac Tchad	<a href="mailto:gbafolomartin@yahoo.fr">gbafolomartin@yahoo.fr</a>
<b>Andrew Githeko</b>	Chief Research Officer	Climate and Human Health Research Unit, Kenya Medical Research Institute (Kenya)	<a href="mailto:AGitheko@kisian.mimcom.net">AGitheko@kisian.mimcom.net</a>
<b>Bernadette Dossou Glehouenou</b>	Diretrice Générale de l'Environnement	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature (Benin)	<a href="mailto:bebe_dossou@yahoo.fr">bebe_dossou@yahoo.fr</a>
<b>Nuhu Hatibu</b>	Regional Coordinator	The Association for Strengthening Agricultural Research in Eastern and Central Africa (ASARECA) (Uganda)	<a href="mailto:n.hatibu@cgiar.org">n.hatibu@cgiar.org</a>
<b>Kolawolé Saïd Hounkponou</b>	Chargé de Programme	Initiatives pour un Développement Intégré et Durable (IDID_ONG)(Benin)	<a href="mailto:kolawoles79@yahoo.fr">kolawoles79@yahoo.fr</a> / <a href="mailto:s.hounkponou@cgiar.org">s.hounkponou@cgiar.org</a>
<b>Guy Jobbins</b>	Senior Program Officer	IDRC/CCAA	<a href="mailto:GJobbins@idrc.org.eg">GJobbins@idrc.org.eg</a>
<b>Raymond Johnson</b>	Lecturer/Researcher	University of Sierra Leone	<a href="mailto:traymond12001@yahoo.com">traymond12001@yahoo.com</a>
<b>Alioune Badara Kaere</b>	Research officer	IDRC/CCAA	<a href="mailto:akaere@idrc.org.sn">akaere@idrc.org.sn</a>

<b>Evans Kituyi</b>	Programme Head	Climate Network Africa (Kenya)	<a href="mailto:ekituyi@uonbi.ac.ke">ekituyi@uonbi.ac.ke</a> ; <a href="mailto:cnaf@cnaf.or.ke">cnaf@cnaf.or.ke</a>
<b>Kevin Kelpin</b>	Senior Program Specialist	IDRC/SARO	<a href="mailto:kkelpin@idrc.org.in">kkelpin@idrc.org.in</a>
<b>Abdellatif Khattabi</b>	Professeur	Ecole Nationale Forestière d'Ingénieurs (Maroc)	<a href="mailto:ab_khattabi@yahoo.com">ab_khattabi@yahoo.com</a>
<b>Anthony Kiriuki</b>	Librarian and Regional Information Officer	IDRC/SARO	<a href="mailto:akariuki@idrc.or.ke">akariuki@idrc.or.ke</a>
<b>Chris Landsberg</b>		Centre for Policy Studies	<a href="mailto:chris@cps.org.za">chris@cps.org.za</a>
<b>Daniel Barend Louw</b>	Agricultural Economist (Senior Researcher)	University of the Free State (UOVS) Department of Agricultural Economics University of the Free State (South Africa)	<a href="mailto:daan@oabs.co.za">daan@oabs.co.za</a>
<b>Patrick Luganda</b>	Chairman	Network of Climate Journalists in the Greater Horn of Africa	<a href="mailto:Patrick_luganda@yahoo.com">Patrick_luganda@yahoo.com</a>
<b>Mohamadou Magha</b>	Coordonnateur de la Cellule d'Exécution Technique du ROPPA	Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)	<a href="mailto:mohamadou.magha@roppa-ao.org">mohamadou.magha@roppa-ao.org</a> / <a href="mailto:fongs@orange.sn">fongs@orange.sn</a>
<b>Henry Mahoo</b>	Associate Professor	Sokoine University of Agriculture (Tanzania)	<a href="mailto:hmahoo10@yahoo.co.uk">hmahoo10@yahoo.co.uk</a>
<b>Isabelle Masinde</b>	Executive Director	Centre for Livelihood opportunities Unlimited and Agriculture (CLOUT).	<a href="mailto:i_masinde@yahoo.com">i_masinde@yahoo.com</a>
<b>Amos Majule</b>	Senior Research Fellow	Institute of Resource Assessment (Tanzania)	<a href="mailto:amajule@ira.udsm.ac.tz">amajule@ira.udsm.ac.tz</a>
<b>Paul Mapfumo</b>	Soil Scientist	University of Zimbabwe Faculty of Agriculture (Zimbabwe)	<a href="mailto:pmapfumo@agric.uz.ac.zw">pmapfumo@agric.uz.ac.zw</a> ; <a href="mailto:P.Mapfumo@CGIAR.ORG">P.Mapfumo@CGIAR.ORG</a>
<b>Khadiri Mbarek</b>	Directeur Provincial de l'Agriculture	Direction Provinciale de l'Agriculture de Chichaoua	<a href="mailto:mbarek.khadiri@caramail.com">mbarek.khadiri@caramail.com</a>
<b>Mulegetta Mekuria</b>	Senior Scientist- Agricultural Economics	International Maize and Wheat Improvement Center	<a href="mailto:m.mekuria@cgiar.org">m.mekuria@cgiar.org</a>

<b>Tom Mitchell</b>	Research Fellow	IDS	<a href="mailto:T.Mitchell@ids.ac.uk">T.Mitchell@ids.ac.uk</a>
<b>Strike Mkandela</b>	Rep. to AU, UNECA	UNEP	<a href="mailto:smkandla@uneca.org">smkandla@uneca.org</a>
<b>Bruno Mmbando</b>	Research Scientist	NIMR. Tanzania TANGA Research Centre	<a href="mailto:bmmbando@tanga.mimcom.net">bmmbando@tanga.mimcom.net</a>
<b>Francis Mugabe</b>	Lecturer	Midlands State University(Zimbabwe)	<a href="mailto:mugabeft@msu.zw">mugabeft@msu.zw</a> , <a href="mailto:ftmugabe@yahoo.co.uk">ftmugabe@yahoo.co.uk</a>
<b>Sami Zaki Moussa</b>	Manager Natural Ressource and Environnement Management Division	African Development Bank (AFDB)	<a href="mailto:s.moussa@afdb.org">s.moussa@afdb.org</a>
<b>Audace Ndayizeye</b>	Executive Director	Nile Basin Initiative	<a href="mailto:audayizeye@nilebasin.org">audayizeye@nilebasin.org</a>
<b>David Njikinjiki</b>	Secrétaire Intérimaire du NEPAD Environnement	Secretariat NEPAD volet environnement. Senegal	<a href="mailto:njikinjiki@yahoo.com">njikinjiki@yahoo.com</a>
<b>Jabavu Nkomo</b>	Senior Program Specialist	IDRC/CCAA	<a href="mailto:jnkomo@idrc.or.ke">jnkomo@idrc.or.ke</a>
<b>Anthony Nyong</b>	Senior Program Specialist	IDRC/CCAA	<a href="mailto:anyong@idrc.or.ke">anyong@idrc.or.ke</a>
<b>Laban Ogallo</b>	ICPAC Director	IGAD Climate Prediction and Applications Centre	<a href="mailto:logallo@icpac.net">logallo@icpac.net</a>
<b>Johnson Oguntola</b>	Regional Adviser	UNECA	<a href="mailto:joguntola@uneca.org">joguntola@uneca.org</a>
<b>Mary O'Neil</b>	Communication Officer	IDRC/CCAA	<a href="mailto:maoneill@idrc.ca">maoneill@idrc.ca</a>
<b>Victor Orindi</b>	Research Officer	IDRC/CCAA	<a href="mailto:vorindi@idrc.or.ke">vorindi@idrc.or.ke</a>
<b>Alison Data Phido</b>	Project Coordinator	African Radio Drama Association Nigeria	<a href="mailto:d.phido@gmail.com">d.phido@gmail.com</a> , <a href="mailto:kperkins@farmradio.org">kperkins@farmradio.org</a>
<b>Lilia RABEHARISOA</b>	Professeur	Université d'Antananarivo - École Supérieure des Sciences Agronomiques (ESSA), Département de Agriculture(Madagascar)	<a href="mailto:lilia.rabeharisoa@ird.fr">lilia.rabeharisoa@ird.fr</a>
<b>Mohamed Senouci</b>	Président D' honneur Professeur	ARCE / IHFR	<a href="mailto:msenouci@wissal.dz">msenouci@wissal.dz</a>

<b>Jean Philippe Thomas</b>	Coordonateur	ENDA TM Programme Energie, Environnement, Développement (Sénégal)	<a href="mailto:enda.energy@orange.sn">enda.energy@orange.sn</a>
<b>Madeleine Thomson</b>	Senior Research Project	International Research Institute for Climate Prediction( IRI)	<a href="mailto:mthomson@iri.columbia.edu">mthomson@iri.columbia.edu</a>
<b>Adama Traore</b>	Secrétaire Exécutif CNRA	Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricole (CORAF)	<a href="mailto:_adama.traore@cnra-mali.org">_adama.traore@cnra-mali.org</a>
<b>Pierre C. Sibiry Traoré</b>	Research Scientist	ICRISAT-Mali / International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics(Mali)	<a href="mailto:p.s.traore@cgiar.org">p.s.traore@cgiar.org</a> ; <a href="mailto:sibiry.traore@ier.ml">sibiry.traore@ier.ml</a>
<b>Debere Tujo</b>	Deputy Director	Oromia Coffee Farmers Cooperative UnionEthiopia	<a href="mailto:cofunion@ethionet.et">cofunion@ethionet.et</a>
<b>Stephen Tyler</b>	Consultant	IDRC	<a href="mailto:adaptive@telus.net">adaptive@telus.net</a>
<b>Gloria Ujor</b>	Chief Environmental Scientist International Affairs	Ministry of Environment and Tourism	<a href="mailto:gloriaujor@hotmail.com">gloriaujor@hotmail.com</a>
<b>Bertrand Francois Van Zyl</b>	Water Ressources Manager	Water and Forestry	<a href="mailto:VZylB@dwaf.gov.za">VZylB@dwaf.gov.za</a>
<b>Ritu Verma</b>	Consultant	IDRC	<a href="mailto:rvermapuri@africaonline.co.ke">rvermapuri@africaonline.co.ke</a>
<b>Njeri Wamukonya</b>	Energy Program Officer	UNEP	<a href="mailto:Njeri.Wamukonya@unep.org">Njeri.Wamukonya@unep.org</a>
<b>Shem Wandiga</b>	CCAA Board Chair	University of Nairobi	<a href="mailto:sowandiga@iconnect.co.ke">sowandiga@iconnect.co.ke</a>
<b>Washington Zhakata</b>	National Coordinator Climate Change Office	Ministry of Environment and Tourism	<a href="mailto:climate@ecoweb.co.zw">climate@ecoweb.co.zw</a>